

Christian Dior
Dior

UNOFFICIAL FREE NON BINDING TRANSLATION, FOR INFORMATION PURPOSES ONLY, OF THE FRENCH LANGUAGE VERSION. IN THE EVENT OF ANY AMBIGUITY OR CONFLICT BETWEEN CORRESPONDING STATEMENTS OR OTHER ITEMS CONTAINED IN THIS DOCUMENT, THE RELEVANT STATEMENTS OR ITEMS OF THE FRENCH LANGUAGE VERSION SHALL PREVAIL

**Emprunt obligataire de 350.000.000 €
portant intérêt au taux de 3,75 % l'an
et venant à échéance le 23 septembre 2014**

**€ 350,000,000
3.75 per cent. Notes
due 23 September 2014**

Prix d'Emission : 99,290 %

Issue Price: 99.290 per cent.

Ce document constitue un prospectus (le "**Prospectus**") au sens de l'article 5.3 de la directive CE/2003/71 du Parlement Européen et du Conseil en date du 4 novembre 2003 et a été approuvé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier au Luxembourg ("**CSSF**").

This document constitutes a prospectus (the "**Prospectus**") for the purposes of Article 5.3 of Directive 2003/71/EC of the European Parliament and the Council dated 4 November 2003 and has been approved by the Luxembourg Commission de Surveillance du Secteur Financier ("**CSSF**").

Les obligations émises dans le cadre de l'emprunt obligataire de Christian Dior (l'"**Emetteur**") d'un montant nominal total de 350.000.000 € portant intérêt au taux de 3,75 % l'an, venant à échéance le 23 septembre 2014 (les "**Obligations**") seront émises le 23 septembre 2009.

The € 350,000,000 3.75 per cent. notes of Christian Dior (the "**Issuer**") maturing on 23 September 2014 (the "**Notes**") will be issued on 23 September 2009.

Les Obligations porteront intérêt à compter du 23 septembre 2009 inclus au taux de 3,75 % l'an, payable annuellement à terme échu le 23 septembre de chaque année, et pour la première fois le 23 septembre 2010 pour la période courant du 23 septembre 2009 inclus au 23 septembre 2010 exclu.

Interest on the Notes will accrue from, and including, 23 September 2009 at the rate of 3.75 per cent. per annum, payable annually in arrear on 23 September in each year, and for the first time on 23 September 2010 for the period from, and including, 23 September 2009 to, but excluding, 23 September 2010.

A moins qu'elles n'aient été préalablement remboursées ou rachetées et annulées, conformément aux modalités des Obligations, les Obligations seront remboursées au pair le 23 septembre 2014. Les Obligations pourront, et dans certaines hypothèses devront, être remboursées avant cette date, en totalité seulement, au pair, majoré, le cas échéant, des intérêts courus, notamment dans le cas où interviendrait un changement de régime fiscal dans les conditions décrites à l'Article 6 des Modalités des Obligations "Fiscalité" ou dans l'un des cas décrits à l'Article 8 des Modalités des Obligations "Cas d'exigibilité anticipée".

Unless previously redeemed or purchased and cancelled, in accordance with the terms and conditions of the Notes, the Notes will be redeemed at par on 23 September 2014. The Notes may, and in certain circumstances shall, be redeemed before this date, in whole only but not in part, at par, together with, if applicable, accrued interest, notably in the event of any change in taxation as described under Condition 6 of the Terms and Conditions of the Notes "Taxation" or if any event occurs as described under Condition 8 of the Terms and Conditions of the Notes "Events of default".

Les Obligations seront émises sous forme de titres au porteur dématérialisés d'une valeur nominale de 50.000 euros chacune. La propriété des Obligations sera établie par une inscription en compte, conformément à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier. Aucun document matérialisant la propriété des Obligations ne sera remis.

The Notes will be issued in dematerialised bearer form in the denomination of € 50,000. Title to the Notes will be evidenced by book entries in accordance with Article L.211-3 of the French Code monétaire et financier. No physical document of title will be issued in respect of the Notes.

Une fois émises, les Obligations seront inscrites en compte le 23 septembre 2009 dans les livres d'Euroclear France qui créditera les comptes des Teneurs de Compte. "**Teneur de Compte**" désigne tout intermédiaire autorisé à détenir, directement ou indirectement, des comptes-titres pour le compte de ses clients auprès d'Euroclear France, Clearstream Banking, société anonyme, Luxembourg ("**Clearstream, Luxembourg**") et Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**").

The Notes will, upon issue, be inscribed on 23 September 2009 in the books of Euroclear France which shall credit the accounts of the Account Holders. "**Account Holders**" shall mean any intermediary institution entitled to hold, directly or indirectly, accounts on behalf of its customers with Euroclear France, Clearstream Banking, société anonyme, Luxembourg ("**Clearstream, Luxembourg**") and Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**").

Les Obligations ont fait l'objet d'une demande auprès de la Bourse du Luxembourg pour être cotées à la Cote Officielle et admises aux négociations sur le marché réglementé (au sens de la directive CE/2004/39 telle qu'amendée) de la Bourse du Luxembourg.

Application has been made to the Luxembourg Stock Exchange for the Notes to be listed on the Official List and admitted to trading on the regulated market (within the meaning of directive 2004/39/EC as amended) of the Luxembourg Stock Exchange.

Ni les Obligations, ni la dette à long terme de l'Emetteur n'ont fait l'objet d'une notation.

Neither the Notes nor the long-term debt of the Issuer are rated.

Se reporter à la section "**Facteurs de Risque**" pour une description de certains facteurs devant être pris en compte par des investisseurs potentiels avant tout investissement dans les Obligations.

See the "**Risk Factors**" section for a description of certain factors which should be considered by potential investors in connection with any investment in the Notes.

Co-Chefs de File

Joint Lead Managers

BNP PARIBAS

Natixis

**Société Générale
Corporate & Investment
Banking**

L'Emetteur accepte la responsabilité de l'information contenue dans le présent Prospectus. A sa meilleure connaissance (après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet), les informations contenues dans le présent Prospectus sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Ni BNP Paribas, ni Natixis ni Société Générale (ensemble, les "Co-Chefs de File") n'ont vérifié les informations contenues dans le présent Prospectus. Les Co-Chefs de File ne font aucune déclaration expresse ou implicite, et n'acceptent aucune responsabilité quant à l'exactitude ou au caractère exhaustif de toute information contenue dans le présent Prospectus. Le Prospectus et toute autre information fournie dans le cadre de l'offre des Obligations ne sont pas supposés constituer des éléments permettant une quelconque estimation financière ou une quelconque évaluation et ne doivent pas être considérés comme une recommandation d'achat d'Obligations formulée par l'Emetteur ou l'un des Co-Chefs de File à l'attention des destinataires du présent Prospectus ou de tous autres états financiers.

Ni le présent Prospectus ni aucune autre information fournie dans le cadre de l'offre des Obligations ne constitue une offre, ou une invitation de (ou pour le compte de) l'Emetteur ou de l'un des Co-Chefs de File à souscrire ou à acquérir l'une quelconque des Obligations.

Nul n'est autorisé à donner des informations ou à faire des déclarations relatives à l'émission ou la vente des Obligations autres que celles contenues dans le présent Prospectus. Toutes informations ou déclarations non incluses dans le présent Prospectus ne sauraient en aucune façon être autorisées par ou au nom et pour le compte de l'Emetteur ou des Co-Chefs de File. En aucune circonstance, la remise de ce Prospectus ou une quelconque vente des Obligations ne peut impliquer (i) qu'il n'y ait pas eu de changement dans la situation de l'Emetteur ou du groupe constitué de l'Emetteur et de ses entités affiliées et filiales depuis la date du présent Prospectus et (ii) que les informations qu'il contient ou qui y sont incorporées par référence soient exactes à toute date postérieure à la date indiquée sur le présent Prospectus.

Le présent Prospectus et tout document d'information relatif à l'Emetteur ou aux Obligations ne sont pas supposés constituer des éléments permettant une quelconque estimation de la situation financière de l'Emetteur ou une quelconque évaluation des Obligations et ne doivent pas être considérés comme une recommandation d'achat des Obligations formulée par l'Emetteur ou l'un des Co-Chefs de File. Chaque acquéreur potentiel des Obligations devra juger lui-même de la pertinence des informations contenues dans le présent Prospectus et fonder sa décision d'achat des Obligations sur les recherches qu'il jugera nécessaires. Aucun Co-Chef de File ne s'engage pas à contrôler la situation financière ou la situation générale de l'Emetteur pendant la durée de l'emprunt, ou à faire part à un quelconque investisseur ou investisseur potentiel des informations qu'il serait amené à connaître à ce sujet. Les investisseurs devraient revoir, entre autres, les documents incorporés par référence dans le présent Prospectus pour décider s'ils souscrivent ou achètent, ou non, des Obligations. Les investisseurs doivent en particulier procéder à leur propre analyse et leur propre évaluation des risques liés à l'Emetteur, à son activité, à sa situation financière et aux Obligations émises et doivent consulter leurs propres conseillers financiers ou juridiques quant aux risques associés à l'investissement dans les Obligations et quant à la pertinence d'un investissement en Obligations à la lumière de leur propre situation. Les investisseurs potentiels devraient lire attentivement la section intitulée "Facteurs de risque" du présent Prospectus avant de

The Issuer accepts responsibility for the information contained in this Prospectus. To the best of its knowledge (having taken all reasonable care to ensure that such is the case), the information contained in this Prospectus is in accordance with the facts and contains no omission likely to affect its import.

Neither BNP Paribas, nor Natixis nor Société Générale (together, the "Joint Lead Managers") have separately verified the information contained in this Prospectus. The Joint Lead Managers do not make any representation, express or implied, or accept any responsibility, with respect to the accuracy or completeness of any of the information in this Prospectus. Neither this Prospectus nor any other information supplied in connection with the offering of the Notes is intended to provide the basis of any credit or other evaluation and should not be considered as a recommendation by any of the Issuer or the Joint Lead Managers that any recipient of this Prospectus or any other financial statements should purchase the Notes.

Neither this Prospectus nor any other information supplied in connection with the offering of the Notes constitutes an offer of, or an invitation by (or on behalf of), any of the Issuer or the Joint Lead Managers to subscribe or purchase any of the Notes.

No person is authorised to give any information or to make any representation related to the issue or to the sale of the Notes not contained in this Prospectus. Any information or representation not so contained herein must not be relied upon as having been authorised by or on behalf of the Issuer or the Joint Lead Managers. The delivery of this Prospectus or any sale of Notes at any time does not imply (i) that there has been no change with respect to the Issuer or the Issuer and its affiliated entities and subsidiaries taken as a whole, since the date hereof and (ii) that the information contained or incorporated by reference in it is correct as at any time subsequent to its date.

The Prospectus and any other information relating to the Issuer or the Notes are not intended to constitute any credit or other evaluation of the financial position of the Issuer or of the Notes and should not be considered as a recommendation by any of the Issuer or the Joint Lead Managers to purchase the Notes. Each prospective investor of Notes should determine for itself the relevance of the information contained in this Prospectus and its purchase of Notes should be based upon such investigation as it deems necessary. None of the Joint Lead Managers undertakes to review the financial or general condition of the Issuer during the life of the arrangements contemplated by this Prospectus nor to advise any investor or prospective investor in the Notes of any information coming to its attention. Investors should review, inter alia, the documents incorporated by reference into this Prospectus when deciding whether or not to subscribe for or to purchase the Notes. Investors should in particular conduct their own analysis and evaluation of risks relating to the Issuer, its business, its financial condition and the issued Notes and consult their own financial or legal advisers about risks associated with investment Notes and the suitability of investing in the Notes in light of their particular circumstances. Potential investors should read carefully the section entitled "Risk Factors" set out in this Prospectus before making a decision to invest in the Notes.

décider d'investir dans les Obligations.

Dans certains pays, la diffusion du présent Prospectus et l'offre ou la vente des Obligations peuvent faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires. Ni l'Emetteur ni aucun Co-Chef de File ne garantit que le présent Prospectus sera distribué conformément à la loi, ou que les Obligations seront offertes conformément à la loi, dans le respect de tout enregistrement applicable ou de toute autre exigence qu'aurait une juridiction, ou en vertu d'une exemption qui y serait applicable, et ils ne sauraient être responsables d'avoir facilité une telle distribution ou une telle offre. En particulier, ni l'Emetteur ni aucun Co-Chef de File n'a entrepris d'action visant à permettre l'offre au public des Obligations ou la distribution du présent Prospectus dans une juridiction qui exigerait une action en ce sens. En conséquence, les Obligations ne pourront être offertes ou vendues, directement ou indirectement, et ni le présent Prospectus ni tout autre document d'offre ne pourra être distribué ou publié dans une juridiction, si ce n'est en conformité avec toute loi ou toute réglementation applicable. L'Emetteur et les Co-Chefs de File invitent les personnes auxquelles ce Prospectus serait remis à se renseigner et à respecter ces restrictions. Une description de certaines de ces restrictions d'offre et de vente des Obligations et de distribution du présent Prospectus figure sous le titre "Souscription et Vente" ci-après.

Les Obligations n'ont pas été et ne seront pas enregistrées dans le cadre de la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933 telle que modifiée (la "**Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières**"). Au regard de la législation américaine, les Obligations ne peuvent être offertes ou vendues aux Etats-Unis ou à des ressortissants américains ("U.S. persons" tel que ce terme est défini par la Réglementation S de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières (la "**Réglementation S**")).

Le présent Prospectus n'a pas été soumis au visa de l'Autorité des marchés financiers.

Toute référence dans le présent Prospectus à "€", "**EURO**", "**EUR**" ou à "**euro**" désigne la monnaie des états membres de l'Union européenne ayant adopté la monnaie unique en application du Traité établissant la Communauté européenne (signé à Rome le 25 mars 1957), tel que modifié par le Traité sur l'Union européenne (signé à Maastricht le 7 février 1992) et par le Traité d'Amsterdam (signé à Amsterdam le 2 octobre 1997).

The distribution of this Prospectus and the offering or the sale of the Notes in certain jurisdictions may be restricted by law or regulation. The Issuer and the Joint Lead Managers do not represent that this Prospectus may be lawfully distributed, or that any Notes may be lawfully offered, in compliance with any applicable registration or other requirements in any such jurisdiction, or pursuant to an exemption available thereunder, or assume any responsibility for facilitating any such distribution or offering. In particular, no action has been taken by the Issuer or any of the Joint Lead Managers which is intended to permit a public offering of any Notes or distribution of this Prospectus in any jurisdiction where action for that purpose is required. Accordingly, no Note may be offered or sold, directly or indirectly, and neither this Prospectus nor any offering material may be distributed or published in any jurisdiction, except under circumstances that will result in compliance with any applicable laws and regulations. Persons into whose possession this Prospectus comes are required by the Issuer and the Joint Lead Managers to inform themselves about and to observe any such restrictions. For a further description of certain restrictions on offers and sales of Notes and distribution of this Prospectus and of any other offering material relating to the Notes, see section "Subscription and Sale" below.

The Notes have not been and will not be registered under the U.S. Securities Act of 1933 as amended (the "**Securities Act**"). In accordance with U.S. laws, and subject to certain exceptions, the Notes may not be offered, sold or delivered within the United States or to U.S. persons (as defined in Regulation S under the Securities Act (the "**Regulation S**")).

This Prospectus has not been submitted to the clearance procedures of the Autorité des marchés financiers.

In this Prospectus, references to "€", "**EURO**", "**EUR**" or to "**euro**" are to the lawful currency of the member states of the European Union that adopt the single currency in accordance with the Treaty establishing the European Community (signed in Rome on 25 March 1957), as amended by the Treaty on European Union (signed in Maastricht on 7 February 1992) and as amended by the Treaty of Amsterdam (signed in Amsterdam on 2 October 1997).

TABLE DES MATIERES

	Page
PERSONNE RESPONSABLE DE L'INFORMATION CONTENUE DANS LE PROSPECTUS	5
DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE	6
FACTEURS DE RISQUE	8
MODALITES DES OBLIGATIONS	13
UTILISATION DU PRODUIT DE L'EMISSION	23
DEVELOPPEMENTS RECENTS	24
FISCALITE	29
SOUSCRIPTION ET VENTE	32
INFORMATIONS GENERALES	36

TABLE OF CONTENTS

	Page
PERSON RESPONSIBLE FOR THE INFORMATION CONTAINED IN THE PROSPECTUS	5
DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE	6
RISK FACTORS	8
TERMS AND CONDITIONS OF THE NOTES	13
USE OF PROCEEDS	23
RECENT DEVELOPMENTS	24
TAXATION	29
SUBSCRIPTION AND SALE	32
GENERAL INFORMATION	36

**PERSONNE RESPONSABLE
DE L'INFORMATION CONTENUE
DANS LE PROSPECTUS**

Christian Dior accepte la responsabilité de l'information contenue dans le présent Prospectus. A sa meilleure connaissance (après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet), les informations contenues dans le présent Prospectus sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

CHRISTIAN DIOR
30, avenue Montaigne
75008 Paris
France

**PERSON RESPONSIBLE
FOR THE INFORMATION CONTAINED
IN THE PROSPECTUS**

Christian Dior accepts responsibility for the information contained in this Prospectus. To the best of its knowledge (having taken all reasonable care to ensure that such is the case), the information contained in this Prospectus is in accordance with the facts and contains no omission likely to affect its import.

CHRISTIAN DIOR
30, avenue Montaigne
75008 Paris
France

**DOCUMENTS INCORPORES
PAR REFERENCE**

Le présent Prospectus doit être lu et interprété conjointement avec les rapports annuels 2007 et 2008 de l'Emetteur en langue française pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 2008, et son rapport semestriel pour le semestre clos le 30 juin 2009 en langue française, qui ont été déposés auprès de la Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") au Luxembourg, et qui sont incorporés par référence dans le présent Prospectus et sont réputés en faire partie.

Des copies des documents incorporés par référence sont disponibles sans frais (i) sur le site Internet de la Bourse de Luxembourg (www.bourse.lu), (ii) sur le site Internet de l'Emetteur (www.dior.com) et (iii) sur demande, au siège de l'Emetteur ou de l'Agent Payeur aux heures normales de bureau aussi longtemps que les Obligations seront en circulation, tel qu'indiqué dans la section "Information Générale" ci-dessous.

Les informations incorporées par référence dans le présent Prospectus doivent être lues conjointement avec la table de concordance ci-après. Toute information non référencée dans la table de concordance ci-après mais incluse dans les documents incorporés par référence dans le présent Prospectus n'est donnée qu'à titre d'information.

**DOCUMENTS INCORPORATED
BY REFERENCE**

This Prospectus shall be read and construed in conjunction with the English versions of the Issuer's 2007 and 2008 annual reports relating to the financial years ended on 31 December 2007 and 2008 and the Issuer's half year financial report for the interim period ended 30 June 2009 in the French language, which have been filed with the CSSF and which are incorporated by reference in, and shall be deemed to form part of, this Prospectus.

Copies of the documents incorporated by reference are available without charge (i) on the website of the Luxembourg Stock Exchange (www.bourse.lu), (ii) on the Issuer's website (www.dior.com) and (iii) upon request at the principal office of the Issuer or of the Paying Agent during normal business hours so long as any of the Notes is outstanding, as described in "General Information" below.

The information incorporated by reference in this Prospectus shall be read in connection with the cross reference list below. Any information not listed in the following cross-reference list but included in the documents incorporated by reference in this Prospectus is given for information purposes only.

Informations incorporées par référence (Annex IX du Règlement communautaire 809/2004/CE)	
3. Facteurs de risque	
	Référence <i>Rapport annuel 2008</i> pages 19 à 21 et page 24
4. Informations concernant l'Emetteur	
<u>4.1 Histoire et évolution</u>	
	Référence <i>Rapport annuel 2008</i>
4.1.1 Raison sociale, nom commercial	page 194
4.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement	page 194
4.1.3 Date de constitution, durée	page 194
4.1.4 Siège social, forme juridique, législation et pays d'origine	page 194
4.1.5 Evénements récents	page 77
5. Aperçu des activités	
<u>5.1 Principales activités</u>	
	Référence <i>Rapport annuel 2008</i>
5.1.1 Principales activités	pages 12 à 19
5.1.2 Position concurrentielle	page 19

Information incorporated by reference (Annex IX of the European Regulation 809/2004/EC)	
3. Risk factors	
	Reference <i>2008 annual report</i> pages 19 to 21 and page 24
4. Information about the Issuer	
<u>4.1 History and development</u>	
	Reference <i>2008 annual report</i>
4.1.1 Legal and commercial name	page 194
4.1.2 Place of registration and registration number	page 194
4.1.3 Date of incorporation and length of life	page 194
4.1.4 Domicile, legal form, legislation and country of incorporation	page 194
4.1.5 Recent events	page 77
5. Business overview	
<u>5.1 Principal activities</u>	
	Reference <i>2008 annual report</i>
5.1.1 Principal activities	pages 12 to 19
5.1.2 Competitive position	page 19

<p>6. Organigramme</p> <p style="text-align: right;">Référence <i>Rapport annuel 2008</i> pages 5 et 194</p>	<p>6. Organisational structure</p> <p style="text-align: right;">Reference <i>2008 annual report</i> pages 5 and 194</p>
<p>9. Organes d'administration de direction et de surveillance</p> <p style="text-align: right;">Référence <i>Rapport annuel 2008</i></p> <p>9.1 Informations relatives aux organes d'administration et de direction pages 4, 37 à 43, 80, 81 198 et 199</p> <p>9.2 Conflits d'intérêts pages 80 et 199</p>	<p>9. Administrative, management and supervisory bodies</p> <p style="text-align: right;">Reference <i>2008 annual report</i></p> <p>9.1 Information concerning the administrative and management bodies pages 4, 37 to 43, 80, 81, 198 and 199</p> <p>9.2 Conflicts of interests pages 80 and 199</p>
<p>10. Principaux actionnaires</p> <p style="text-align: right;">Référence <i>Rapport annuel 2008</i> pages 28, 29, 51, 196 et 197</p>	<p>10. Major shareholders</p> <p style="text-align: right;">Reference <i>2008 annual report</i> pages 28, 29, 51, 196 and 197</p>
<p>11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'Emetteur</p> <p><u>11.1 Informations financières vérifiées pour l'exercice clos le 31 décembre 2007</u></p> <p style="text-align: right;">Référence <i>Rapport annuel 2007</i></p> <p>- Bilan page 90</p> <p>- Compte de résultat page 91</p> <p>- Annexes pages 94 à 155</p> <p>- Rapport pages 173 et 174 des commissaires aux comptes</p> <p><u>11.1 Informations financières vérifiées pour l'exercice clos le 31 décembre 2008</u></p> <p style="text-align: right;">Référence <i>Rapport annuel 2008</i></p> <p>- Bilan page 93</p> <p>- Compte de résultat page 92</p> <p>- Annexes pages 97 à 150</p> <p>- Rapport pages 157 et 158 des commissaires aux comptes</p> <p><u>11.1 Informations financières pour le semestre clos le 30 juin 2009</u></p> <p style="text-align: right;">Référence <i>Rapport semestriel 2009</i></p> <p>- Bilan page 12</p> <p>- Compte de résultat page 11</p> <p>- Annexes pages 17 à 41</p> <p>- Rapport sur l'examen limité des commissaires aux comptes pages 42 et 43</p> <p><u>11.3 Autres informations auditées</u></p> <p style="text-align: right;">Référence <i>Rapport annuel 2008</i> pages 88, 89, 177, 179 et 187 à 190</p> <p><u>11.5 Procédures judiciaires et d'arbitrage</u></p> <p style="text-align: right;">Référence <i>Rapport annuel 2008</i> page 76 <i>Rapport semestriel 2009</i> page 41</p>	<p>11. Financial information concerning the Issuer's assets and liabilities, financial position and profits and losses</p> <p><u>11.1 Issuer's audited annual financial statements for the year ended 31 December 2007</u></p> <p style="text-align: right;">Reference <i>2007 annual report</i></p> <p>- Balance sheet page 90</p> <p>- Profit and loss Account page 91</p> <p>- Notes pages 94 to 155</p> <p>- Auditors' report pages 173 and 174</p> <p><u>11.1 Issuer's audited annual financial statements for the year ended 31 December 2008</u></p> <p style="text-align: right;">Reference <i>2008 annual report</i></p> <p>- Balance sheet page 93</p> <p>- Profit and loss Account page 92</p> <p>- Notes pages 97 to 150</p> <p>- Auditors' report pages 157 and 158</p> <p><u>11.1 Financial statements for the half-year ended 30 June 2009</u></p> <p style="text-align: right;">Reference <i>2009 semi-annual report</i></p> <p>- Balance sheet page 12</p> <p>- Profit and loss Account page 11</p> <p>- Notes pages 17 to 41</p> <p>- Auditors' limited review report pages 42 and 43</p> <p><u>11.3 Other audited information</u></p> <p style="text-align: right;">Reference <i>2008 annual report</i> pages 88, 89, 177, 179 and 187 to 190</p> <p><u>11.5 Legal and arbitration proceedings</u></p> <p style="text-align: right;">Reference <i>2008 annual report</i> page 76 <i>2009 semi-annual report</i> page 41</p>

FACTEURS DE RISQUE

Les paragraphes suivants présentent certains facteurs de risques liés à l'offre des Obligations dont les investisseurs potentiels doivent avoir connaissance. Avant de décider d'investir dans les Obligations, les investisseurs potentiels sont invités à examiner avec attention toute l'information contenue dans le présent Prospectus, qui inclut en particulier les facteurs de risques détaillés ci-dessous, et à consulter leurs propres conseillers financiers et juridiques sur les risques découlant d'un investissement dans les Obligations. Les développements suivants ne sont pas exhaustifs. De plus, les investisseurs doivent savoir que les risques décrits peuvent se combiner et donc être liés les uns aux autres. Les investisseurs potentiels doivent faire leur propre évaluation de toutes les considérations liées à un investissement et doivent également lire les informations détaillées figurant ailleurs dans le présent Prospectus. Les termes définis dans la section "Modalité des Obligations" du présent Prospectus auront le même sens lorsqu'ils sont utilisés ci-dessous.

1. Risques liés à l'Emetteur

Les facteurs de risque liés à l'Emetteur et à son activité sont décrits à la section "Facteurs de risque liés à l'activité et politique d'assurance" (pages 19 à 24) du Rapport annuel 2008 de Christian Dior incorporé par référence.

2. Risques liés aux Obligations

(a) Investisseurs

L'investissement dans les Obligations nécessite une expérience des transactions sur les marchés de capitaux et des obligations ainsi qu'une connaissance des risques liés aux opérations sur les Obligations.

Les investisseurs potentiels ne devront prendre leur décision qu'après une étude approfondie des informations contenues dans le présent Prospectus et des informations d'ordre général relatives aux Obligations.

Les investisseurs potentiels devront s'assurer qu'ils ont les ressources financières suffisantes pour supporter les risques inhérents à l'acquisition d'Obligations.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de s'assurer d'une compréhension suffisante de la nature des Obligations et des risques qui en découlent et de vérifier l'adéquation d'un tel investissement au regard de leur situation financière.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de procéder à leur propre analyse des aspects juridiques, fiscaux, comptables et réglementaires de l'acquisition d'Obligations.

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Obligations.

RISK FACTORS

The following are certain risk factors relating to the offering of the Notes of which prospective investors should be aware. Prior to making an investment decision, prospective investors should consider carefully all the information set out in this Prospectus, including in particular the risk factors detailed below, and consult with their own financial and legal advisors as to the risks entailed by an investment in the Notes. The following statements are not exhaustive. In addition, investors should be aware that the risks described may be combined and thus interrelated with one another. Prospective investors should make their own independent evaluations of all investment considerations and should also read the detailed information set out elsewhere in this Prospectus. Terms defined in the section "Terms and Conditions of the Notes" of this Prospectus shall have the same meaning where used below.

1. Risks relating to the Issuer

Risks factors linked to the Issuer and its activity are mentioned under section "Operational risk factors and insurance policy" (pages 19 to 24) in the 2008 Annual financial report of Christian Dior incorporated by reference.

2. Risks linked to the Notes

(a) Investors

Potential investors should be experienced with respect to transactions on capital markets and notes and should understand the risks of transactions involving the Notes.

Potential Investors should reach an investment decision only after careful consideration of the information set forth in this Prospectus and general information relating to Notes.

Potential investors should ensure that they have sufficient financial resources to bear the risks of purchase of the Notes.

Potential investors should have sufficient knowledge of the nature of Notes, the merits and risks of investing in the relevant Notes and verify the suitability of such investment in light of their particular financial situation.

Potential investors should make their own assessment of the legal, tax, accounting and regulatory aspects of purchasing the Notes.

Each potential investor should consult its legal advisers on legal, tax and related aspects of investment in the Notes.

Les investisseurs potentiels devront être capables d'évaluer (seuls ou avec l'assistance d'un conseiller financier) les évolutions économiques et autres facteurs qui pourraient affecter leur investissement et leur capacité à supporter les risques qui en découlent.

Certains investisseurs potentiels sont soumis à une réglementation stricte en matière d'investissements. Ces investisseurs potentiels devront consulter leur conseil juridique afin de déterminer si la loi les autorise à investir dans les Obligations, si l'investissement dans les Obligations est compatible avec leurs autres emprunts et si d'autres restrictions d'achat des Obligations leur sont applicables.

(b) Risques généraux relatifs aux Obligations

Les Obligations peuvent être remboursées avant maturité

Dans l'hypothèse où l'Emetteur serait obligé de payer des montants additionnels au regard des Obligations du fait d'une rétention telle que prévue dans l'Article 6 des Modalités des Obligations "Fiscalité", l'Emetteur pourra et, dans certaines circonstances, devra, rembourser toutes les Obligations en circulation conformément aux dispositions de cet Article.

Modification des Modalités des Obligations

Les Porteurs seront groupés en une Masse (telle que définie à l'Article 10 des Modalités des Obligations "Représentation des Porteurs") pour la défense de leurs intérêts communs et pourront se réunir en assemblée générale. Les Modalités des Obligations permettent que dans certains cas les Porteurs non présents ou représentés lors d'une assemblée générale puissent se trouver liés par le vote des Porteurs présents ou représentés même s'ils sont en désaccord avec ce vote.

L'assemblée générale des Porteurs peut, sous réserve des dispositions de l'Article 10 des Modalités des Obligations "Représentation des Porteurs", délibérer sur toute proposition tendant à la modification des Modalités des Obligations, et notamment sur toute proposition de compromis ou de transaction sur des droits litigieux ou ayant fait l'objet de décisions judiciaires.

Modification du droit

Les Modalités des Obligations sont régies par la loi française en vigueur à la date du présent Prospectus. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une décision judiciaire ou administrative ou d'une modification de la législation ou de la réglementation française postérieure à la date du présent Prospectus.

Potential investors should be able to evaluate (either alone or with the help of a financial adviser) possible scenarios for economic and other factors that may affect their investment and their ability to bear the applicable risks.

Some potential investors are subject to restricting investment regulations. These potential investors should consult their legal counsel in order to determine whether investment in the Notes is authorised by law, whether such investment is compatible with their other borrowings and whether other selling restrictions are applicable to them.

(b) Risks related to the Notes generally

The Notes may be redeemed prior to maturity

In the event that the Issuer would be obliged to pay additional amounts in respect of any Notes due to any withholding as provided in Condition 6 of the Conditions of the Notes "Taxation", the Issuer may and, in certain circumstances shall, redeem all of the Notes then outstanding in accordance with such Condition.

Modification of the Terms and Conditions of the Notes

The Noteholders will be grouped automatically for the defence of their common interests in a *Masse*, as defined in Condition 10 of the Terms and Conditions of the Notes "Representation of the Noteholders", and a general meeting of Noteholders can be held. The Terms and Conditions of the Notes permit in certain cases defined majorities to bind all Noteholders including Noteholders who did not attend and vote at the relevant general meeting and Noteholders who voted in a manner contrary to the majority.

The general meeting of Noteholders may, subject to the provisions of Condition 10 of the Terms and Conditions of the Notes "Representation of the Noteholders", deliberate on any proposal relating to the modification of the Terms and Conditions of the Notes, notably on any proposal, whether for arbitration or settlement, relating to rights in controversy or which were subject of judicial decisions.

Change of law

The Terms and Conditions of the Notes are based on French law in effect as at the date of this Prospectus. No assurance can be given as to the impact of any possible judicial or administrative decision or change to French law or administrative practice after the date of this Prospectus.

Fiscalité

Les acquéreurs et les vendeurs potentiels d'Obligations doivent tenir compte du fait qu'ils pourraient devoir payer des impôts ou autres taxes ou droits selon la loi ou les pratiques en vigueur dans les pays où les Obligations seront transférés ou dans d'autres juridictions. Dans certaines juridictions, aucune position officielle des autorités fiscales ni aucune décision de justice n'est disponible s'agissant de titres financiers tels que les Obligations. Les investisseurs potentiels sont invités à ne pas se fonder sur les informations fiscales contenues dans le présent Prospectus mais à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle en ce qui concerne l'acquisition, la vente et le remboursement des Obligations. Seuls ces conseils sont en mesure de correctement prendre en considération la situation spécifique d'un investisseur potentiel. Ces considérations relatives à l'investissement doivent être lues conjointement avec les informations contenues dans le chapitre "Fiscalité" du présent Prospectus.

Directive de l'Union Européenne sur l'imposition des revenus de l'épargne

La directive relative à l'imposition des revenus tirés de l'épargne (2003/48/CE) adoptée par le Conseil de l'Union Européenne le 3 juin 2003 (la "**Directive**") impose à compter du 1^{er} juillet 2005 à chaque Etat Membre de fournir aux autorités fiscales d'un autre Etat membre des informations détaillées sur tout paiement d'intérêts ou revenus similaires au sens de la Directive effectué par un agent payeur relevant de sa juridiction à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un bénéficiaire, personne physique, résident de cet autre Etat membre. Cependant, durant une période de transition, certains Etats membres (le Luxembourg, la Belgique et l'Autriche) doivent appliquer une retenue à la source sur tout paiement d'intérêt au sens de la Directive, sauf si le bénéficiaire des intérêts versés opte pour l'échange d'informations.

Si un paiement devait être effectué ou collecté au sein d'un Etat Membre qui a opté pour le système de retenue à la source et un montant est retenu en tant qu'impôt, ou en vertu d'un impôt, ni l'Emetteur, ni aucun Agent Payeur, ni aucune autre personne ne serait obligé de payer des montants additionnels afférents aux Obligations du fait de l'imposition de cette retenue ou ce prélèvement à la source.

Loi française sur les entreprises en difficulté

Les porteurs d'Obligations seront automatiquement groupés pour la défense de leurs intérêts communs en une masse, telle que définie à l'Article 10 des Modalités des Obligations "Représentation des Porteurs". Toutefois, en vertu de la loi française sur les entreprises en difficulté telle qu'amendée par l'ordonnance n°2008-1345 du 18 décembre 2008 entrée en vigueur le 15 février 2009 et le décret y afférent n°2009-160 du 12 février 2009, les créanciers titulaires d'obligations sont automatiquement groupés en une assemblée unique de créanciers (l'"**Assemblée**") pour la défense de leurs intérêts communs pour toute procédure de sauvegarde ou procédure de redressement judiciaire qui serait ouverte en

Taxation

Potential purchasers and sellers of the Notes should be aware that they may be required to pay taxes or other documentary charges or duties in accordance with the laws and practices of the country where the Notes are transferred or other jurisdictions. In some jurisdictions, no official statements of the tax authorities or court decisions may be available for financial notes such as the Notes. Potential investors are advised not to rely upon the tax summary contained in this Prospectus but to ask for their own tax adviser's advice on their individual taxation with respect to the acquisition, sale and redemption of the Notes. Only these advisors are in a position to duly consider the specific situation of the potential investor. This investment consideration has to be read in connection with the taxation sections of this Prospectus.

EU Savings Directive

The EC Council Directive 2003/48/EC of 3 June 2003 on taxation of savings income in the form of interest payments (the "**Directive**") requires each Member State as from 1 July 2005 to provide to the tax authorities of another Member State details of payments of interest and other similar income within the meaning of the Directive made by a paying agent within its jurisdiction to (or under circumstances to the benefit of) an individual resident in that other Member State, except that Belgium, Luxembourg and Austria will instead impose a withholding system for a transitional period unless the beneficiary of interest payment elects for the exchange of information.

If a payment were to be made or collected through a Member State which has opted for a withholding system and an amount of, or in respect of tax were to be withheld from that payment, neither the Issuer nor any Paying Agent nor any other person would be obliged to pay additional amounts with respect to any Note as a result of the imposition of such withholding tax.

French Insolvency Law

Holders of Notes will be automatically grouped for the defence of their common interests in a *masse*, as defined in Condition 10 of the Terms and Conditions of the Notes "Representations of the Noteholders". However, under French insolvency law as amended by ordinance no. 2008-1345 dated 18 December 2008 which came into force on 15 February 2009 and related order no. 2009-160 dated 12 February 2009, holders of debt securities are automatically grouped into a single assembly of holders (the "**Assembly**") in order to defend their common interests if a safeguard (*procédure de sauvegarde*) or a judicial reorganisation procedure (*procédure de*

France concernant l'Emetteur.

L'Assemblée rassemble les créanciers titulaires de toutes les obligations l'Emetteur (en ce compris les Obligations) que ces obligations aient été émises dans le cadre d'un programme ou non et indépendamment de la loi applicable au contrat d'émission.

L'Assemblée délibère sur le projet de plan de sauvegarde ou le projet de plan de redressement envisagé pour l'Emetteur et peut ainsi accepter :

- une augmentation des charges des créanciers titulaires d'obligations (en ce compris les Porteurs) par l'accord de délais de paiement et/ou un abandon total ou partiel des créances obligataires ;
- l'établissement d'un traitement inégal entre les créanciers titulaires d'obligations (en ce compris les Porteurs) tel que requis par les circonstances ; et/ou
- la conversion des créances (en ce compris les Obligations) en titres donnant ou pouvant donner accès au capital.

Les décisions de l'Assemblée seront prises à la majorité des deux tiers (2/3) (calculés en proportion des créances obligataires détenues par les porteurs ayant exprimé leur vote lors de cette Assemblée). Aucun quorum n'est exigé pour que l'Assemblée se tienne.

En de telles circonstances, les stipulations relatives à la Représentation des Porteurs décrites dans les Modalités des Obligations du présent Prospectus ne seront pas applicables dans la mesure où elles sont en contradiction avec des dispositions obligatoires de la loi sur les entreprises en difficulté applicables.

(c) Risques généraux relatifs au marché

Valeur de marché des Obligations

La valeur de marché des Obligations sera affectée par la solvabilité de l'Emetteur et nombre d'éléments additionnels, qui incluent l'intérêt du marché et les taux d'intérêt.

La valeur des Obligations dépend d'un nombre de facteurs interdépendants, qui comprend les événements économiques, financiers et politiques, en France et ailleurs, y compris les facteurs qui affectent les marchés de capitaux en général et le marché sur lequel les Obligations sont admises à la négociation. Le prix auquel un porteur pourra acheter les Obligations pourra être substantiellement inférieur, le cas échéant, au prix d'émission ou au prix d'achat payé par l'acheteur.

Marché secondaire en général

Les Obligations pourraient ne pas faire l'objet d'un marché de négociation établi une fois émises et un tel marché pourrait ne jamais se développer. Si un marché se

redressement judiciaire) is opened in France with respect to the Issuer.

The Assembly comprises holders of all debt securities issued by the Issuer (including the Notes), whether or not under a debt issuance programme and regardless of their governing law.

The Assembly deliberates on the proposed safeguard (*projet de plan de sauvegarde*) or judicial reorganisation plan (*projet de plan de redressement*) applicable to the Issuer and may further agree to:

- increase the liabilities (charges) of holders of debt securities (including the Noteholders) by rescheduling payments which are due and/or partially or totally writing-off debts;
- establish an unequal treatment between holders of debt securities (including the Noteholders) as appropriate under the circumstances; and/or
- decide to convert debt securities (including the Notes) into securities that give or may give right to share capital.

Decisions of the Assembly will be taken by a two-third (2/3rd) majority (calculated as a proportion of the debt securities held by the holders which have cast a vote at such Assembly). No quorum is required to hold the Assembly.

For the avoidance of doubt, the provisions relating to the Representation of the Noteholders described in the Terms and Conditions of the Notes set out in this Prospectus will not be applicable to the extent they conflict with compulsory insolvency law provisions that apply in these circumstances.

(c) Risks related to the market generally

Market value of the Notes

The market value of the Notes will be affected by the creditworthiness of the Issuer and a number of additional factors, including market interest and yield rates.

The value of the Notes depends on a number of interrelated factors, including economic, financial and political events in France or elsewhere, including factors affecting capital markets generally and the stock exchange on which the Notes are traded. The price at which a Noteholder will be able to sell the Notes may be at a discount, which could be substantial, from the issue price or the purchase price paid by such purchaser.

The secondary market generally

Notes may have no established trading market when issued, and one may never develop. If a market does develop, it may not be liquid. Therefore, investors

développe, il pourrait ne pas être liquide. Par conséquent, les investisseurs pourraient ne pas être capables de vendre leurs Obligations facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires qui ont un marché secondaire développé. L'absence de liquidité pourrait avoir un effet défavorable sur la valeur de marché des Obligations.

Risques de change

Le paiement des intérêts et le remboursement du principal se feront en euros ce qui peut présenter des risques si les activités financières d'un investisseur sont essentiellement dans une autre devise. Il existe un risque que les taux de change varient significativement (notamment en cas de dévaluation de l'euro et de réévaluation de la devise de l'investisseur) et que les autorités du pays de l'investisseur modifient leur contrôle des changes. L'investisseur concerné pourrait alors recevoir un montant d'intérêt ou de remboursement inférieur à ce qu'il avait prévu.

Taux fixe

Les Obligations portant intérêt à taux fixe, tout investissement dans les Obligations entraîne le risque que des variations substantielles des taux de marché pourraient avoir des conséquences négatives sur la valeur des Obligations.

Notation

Ni les Obligations ni la dette à long terme de l'Émetteur n'ont fait l'objet d'une notation. Une ou plusieurs agence(s) de notation indépendante(s) peu(ven)t attribuer une notation aux Obligations. Les notations peuvent ne pas refléter l'effet potentiel de tous les risques liés aux facteurs structurels, de marché ou autres qui sont décrits dans ce chapitre et à tous les autres facteurs qui peuvent affecter la valeur des Obligations. Une notation ou l'absence de notation ne constitue pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir des obligations.

may not be able to sell their Notes easily or at prices that provide them with a yield comparable to similar investments that have a developed secondary market. Illiquidity may have an adverse effect on the market value of Notes.

Exchange rate risks

The Issuer will pay principal and interest on the Notes in Euro. This presents certain risks relating to currency conversions if an investor's financial activities are denominated principally in a currency or currency unit other than Euro. These include the risk that exchange rates may significantly change (including changes due to devaluation of Euro or revaluation of the investor's currency) and the risk that authorities with jurisdiction over the investor's currency may impose or modify exchange controls. As a result, investors may receive less interest or principal than expected.

Interest rate risks

The Notes bearing interest at a fixed rate, investment in the Notes involves the risk that subsequent changes in market interest rates may adversely affect the value of the Notes.

Rating

Neither the Notes nor the long-term debt of the Issuer are rated. One or more independent credit rating agencies may assign credit ratings to the Notes. The ratings may not reflect the potential impact of all risks related to structure, market, additional factors discussed above, and other factors that may affect the value of the Notes. A rating or the absence of a rating is not a recommendation to buy, sell or hold securities.

MODALITES DES OBLIGATIONS

Sous réserve de compléments et de modifications, les modalités des Obligations (les "Modalités") sont les suivantes :

L'émission de l'emprunt obligataire d'un montant nominal total de 350.000.000 € portant intérêt au taux de 3,75 % l'an, venant à échéance le 23 septembre 2014 (les "**Obligations**") par Christian Dior (l' "**Emetteur**") a été autorisée par une délibération du Conseil d'administration de l'Emetteur en date du 5 février 2009 et une décision de Denis Dalibot, administrateur de l'Emetteur, en date du 15 septembre 2009.

Les Obligations sont émises conformément au contrat de service financier (le "**Contrat de Service Financier**") conclu le 21 septembre 2009 entre l'Emetteur et BGL Société Anonyme, en sa qualité d'agent financier (l' "**Agent Financier**", ce terme comprenant, lorsque le contexte s'y prête, tout autre agent financier susceptible d'être désigné ultérieurement) et d'agent payeur (l' "**Agent Payeur**", une telle expression incluant, lorsque le contexte s'y prête, tout autre agent payeur susceptible d'être désigné ultérieurement). Un exemplaire du Contrat de Service Financier rédigé en langue française sera disponible et pourra être examiné sur demande aux guichets de l'Agent Payeur. Certaines stipulations des Modalités résument les stipulations détaillées du Contrat de Service Financier auxquelles elles sont soumises et s'entendent sous réserve de ces stipulations.

Toute référence dans les présentes Modalités aux "**Porteurs**" renvoie aux porteurs d'Obligations.

Toute référence dans les présentes Modalités à des "**Articles**" renvoie aux Modalités numérotées ci-dessous.

1. **Forme, valeur nominale et propriété**

Les Obligations seront émises sous forme de titres au porteur dématérialisés d'une valeur nominale de 50.000 euros chacune. La propriété des Obligations sera établie par une inscription en compte, conformément à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier. Aucun document matérialisant la propriété des Obligations (y compris les certificats représentatifs prévus à l'article R.211-7 du Code monétaire et financier) ne sera émis en représentation des Obligations.

Une fois émises, les Obligations seront inscrites en compte dans les livres d'Euroclear France ("**Euroclear France**") qui créditera les comptes des Teneurs de Compte. Pour les besoins des présentes, "**Teneur de Compte**" désigne tout intermédiaire autorisé à détenir, directement ou indirectement, des comptes-titres pour le compte de ses clients auprès d'Euroclear France, Clearstream Banking, société anonyme, Luxembourg ("**Clearstream, Luxembourg**") et Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**").

La propriété des Obligations sera établie par l'inscription en compte dans les livres des Teneurs de Comptes et la

TERMS AND CONDITIONS OF THE NOTES

The terms and conditions of the Notes (the "Conditions"), subject to completion and amendment, will be as follows:

The issue of the €350,000,000 3.75 per cent. Notes maturing on 23 September 2014 (the "**Notes**") by Christian Dior (the "**Issuer**") was authorised pursuant to a resolution of the Board of Directors of the Issuer dated 5 February 2009 and a decision of Denis Dalibot, member of the Board of Directors of the Issuer, dated 15 September 2009.

The Notes are issued with the benefit of a fiscal agency agreement dated 21 September 2009 (the "**Fiscal Agency Agreement**") between the Issuer and BGL Société Anonyme, as fiscal agent (the "**Fiscal Agent**" which expression shall, where the context so admits, include any successor for the time being as fiscal agent) and paying agent (the "**Paying Agent**" which expression shall, where the context so admits, include any successor for the time being as paying agent). A copy of the Fiscal Agency Agreement in the French language is available for inspection at the specified offices of the Paying Agent. Certain statements in these Conditions are summaries of, and are subject to, the detailed provisions of the Fiscal Agency Agreement.

References below to the "**Noteholders**" are to the holders of the Notes.

References below to "**Conditions**" are to the numbered paragraphs below.

1. **Form, denomination and title**

The Notes will be issued in dematerialised bearer form in the denomination of €50,000 each. Title to the Notes will be evidenced in accordance with Article L.211-3 of the French *Code monétaire et financier* by book-entries. No physical document of title (including *certificats représentatifs* pursuant to Article R.211-7 of the French *Code monétaire et financier*) will be issued in respect of the Notes.

The Notes will, upon issue, be inscribed in book entry form in the books of Euroclear France ("**Euroclear France**") which shall credit the accounts of the Account Holders. For the purpose of these Conditions, "**Account Holders**" shall mean any intermediary institution entitled to hold, directly or indirectly, accounts on behalf of its customers with Euroclear France, Clearstream Banking, *société anonyme*, Luxembourg ("**Clearstream, Luxembourg**") and Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**").

Title to the Notes shall be evidenced by entries in the books of Account Holders and will pass upon, and

cession des Obligations ne pourra être effectuée que par inscription dans ces livres.

2. Rang des Obligations

Les Obligations constituent des engagements directs, inconditionnels, non subordonnés et non assortis de sûretés de l'Emetteur venant au même rang entre elles et (sous réserve des exceptions impératives du droit français) au même rang que tous les autres engagements chirographaires, présents ou futurs, de l'Emetteur.

L'Emetteur s'engage jusqu'au remboursement effectif de la totalité des Obligations à ne pas conférer ou permettre que subsiste un quelconque gage, hypothèque, nantissement ou autre sûreté réelle sur l'un quelconque de ses biens, actifs, revenus ou droits, présents ou futurs en garantie de tout Endettement Concerné sauf à ce que soient consenties les mêmes sûretés réelles et le même rang aux présentes Obligations.

Dans les présentes Modalités "**Endettement Concerné**" désigne toute dette présente ou future sous la forme, ou représentée par, des obligations ou autres valeurs mobilières émises par l'Emetteur cotées ou négociées (ou susceptibles de l'être) sur un marché règlementé, un marché de gré à gré ou tout autre marché de valeurs mobilières.

3. Intérêts

Les Obligations portent intérêt du 23 septembre 2009 (inclus) au 23 septembre 2014 (exclu) au taux de 3,75 % l'an, payable annuellement à terme échu le 23 septembre de chaque année (chacune une "**Date de Paiement d'Intérêt**"). Le premier paiement d'intérêt aura lieu le 23 septembre 2010 pour la période courant du 23 septembre 2009 inclus au 23 septembre 2010 exclu. Chaque Obligation cessera de porter intérêt à compter de sa date de remboursement, à moins que le montant du principal ne soit indûment refusé ou retenu. Dans ce cas, l'Obligation concernée continuera de porter intérêt au taux de 3,75 % l'an (tant avant qu'après le prononcé du jugement) jusqu'à la date (incluse) à laquelle toutes les sommes dues au titre de l'Obligation concernée jusqu'à ce jour sont reçues par ou pour le compte du Porteur concerné.

Le montant des intérêts dû au titre de chaque Obligation sera calculé par référence à la valeur cumulée détenue par chaque Porteur, le montant d'un tel paiement étant arrondi à la deuxième décimale la plus proche (les demis étant arrondis à la décimale supérieure).

Chaque Obligation cessera de porter intérêt à compter de sa date de remboursement.

Les intérêts, s'ils doivent être calculés pour une période inférieure à un an, seront calculés sur la base exact/exact pour chaque période, soit du nombre réel de jours écoulés pendant la période concernée divisé par 365 (ou 366 si un 29 février est inclus dans cette période), le résultat étant arrondi à la deuxième décimale la plus proche (les demis étant arrondis à la décimale supérieure).

transfer of Notes may only be effected through, registration of the transfer in such books.

2. Status of the Notes

The Notes constitute direct, unconditional, unsubordinated and unsecured obligations of the Issuer and rank *pari passu* without any preference among themselves and (subject to such exceptions as are mandatory under French law) equally and rateably with all other present or future unsecured and unsubordinated obligations of the Issuer.

So long as any of the Notes remains outstanding, the Issuer undertakes not to grant or permit to subsist any pledge, mortgage, lien or other form of security interest upon any of its properties, assets, revenues or rights, present or future to secure any Relevant Debt, unless the present Notes are equally and rateably secured therewith.

In this Condition "**Relevant Debt**" means any present or future indebtedness in the form of, or represented by, bonds or other securities issued by the Issuer which are for the time being, or are capable of being, quoted or ordinarily dealt in on any regulated stock exchange, over-the-counter or other securities market.

3. Interest

The Notes bear interest from, and including, 23 September 2009 to, but excluding, 23 September 2014, at the rate of 3.75 per cent, *per annum*, payable annually in arrear on 23 September in each year (each an "**Interest Payment Date**"). The first payment of interest will be made on 23 September 2010 for the period from, and including, 23 September 2009 to, but excluding, 23 September 2010. Each Note will cease to bear interest from the due date for redemption unless, payment of principal is improperly withheld or refused. In such event, it shall continue to bear interest at the rate of 3.75 per cent *per annum* (both before and after judgment) until the day (included) on which all sums due in respect of such Note up to that day are received by or on behalf of the relevant Noteholder.

The amount of interest due in respect of each Note will be calculated by reference to the aggregate value of each Noteholder's holding, the amount of such payment being rounded to the nearest cent (half a cent being rounded upwards).

Interest will cease to accrue on each Note as from its date of redemption.

If interest is required to be calculated for a period of less than one year, it will be calculated on an actual/actual basis for each period, that is to say the actual number of days elapsed during the relevant period divided by 365 (or by 366 if a February 29 is included in such period), the result being rounded to the nearest cent (half a cent being rounded upwards).

4. Amortissement et rachat

(a) Amortissement final

A moins qu'elles n'aient été préalablement rachetées et annulées, les Obligations seront amorties en totalité au pair le 23 septembre 2014.

(b) Rachats

L'Emetteur pourra à tout moment procéder à des rachats d'Obligations, à quelque prix que ce soit, en bourse ou autrement, conformément à la législation en vigueur.

(c) Remboursement anticipé pour raisons fiscales

Les Obligations pourront et, dans certains cas, devront être remboursées avant leur date d'amortissement final dans le cas où interviendrait un changement de régime fiscal, dans les conditions visées à l'Article 6.

(d) Annulation

Toutes les Obligations amorties ou rachetées par ou pour le compte de l'Emetteur seront immédiatement annulées et ne pourront être ré-émises ou revendues.

5. Paiements

(a) Méthode de paiement

Le paiement du principal et des intérêts dus au titre des Obligations sera effectué en euro par crédit ou transfert sur un compte libellé en euros, conformément aux dispositions fiscales ou à d'autres dispositions légales ou réglementaires applicables, et sous réserve des stipulations de l'Article 6.

Ces paiements devront être faits au bénéfice des Porteurs chez les Teneurs de Compte (y compris Euroclear France, Euroclear et Clearstream, Luxembourg) et tous paiements ainsi effectués au profit des Teneurs de Compte déchargent l'Emetteur de sa responsabilité sur les Obligations à concurrence du montant payé.

Les paiements seront effectués sous réserve de l'application de toutes lois ou réglementations fiscales ou autres, sans préjudice des dispositions de l'Article 6. Les Porteurs ne supporteront ni commission ni frais au titre de ces paiements.

(b) Paiements les Jours Ouvrables

Si la date de paiement d'une somme en principal ou en intérêts afférente à une Obligation n'est pas un Jour Ouvrable (tel que défini ci-après), le Porteur n'aura alors droit au paiement de cette somme que le premier Jour Ouvrable suivant et n'aura droit à aucun intérêt ou autre montant supplémentaire en raison de ce délai.

Dans les présentes Modalités, "**Jour Ouvrable**" désigne un jour (à l'exception du samedi et du dimanche) où le

4. Redemption and purchase

(a) Final redemption

Unless previously purchased and cancelled as provided below, the Notes will be redeemed at their principal amount on 23 September 2014.

(b) Purchases

The Issuer may at any time purchase Notes in the open market or otherwise at any price in accordance with applicable laws.

(c) Redemption for Taxation Reasons

The Notes may, and in certain circumstances shall, be redeemed before the date of their final redemption, in the event of any change occurring in taxation pursuant to the conditions provided in Condition 6.

(d) Cancellation

All Notes which are redeemed or purchased by, or for the account of, the Issuer will be cancelled and accordingly may not be reissued or resold.

5. Payments

(a) Method of payment

Payment of principal and interest in respect of the Notes will be made in Euro by credit or transfer to a Euro-denominated account, in accordance with tax provisions or with any other applicable laws or regulations, and subject to the provisions of Condition 6.

Such payments shall be made for the benefit of the Noteholders to the Account Holders (including Euroclear France, Euroclear and Clearstream, Luxembourg) and all such payments so made to the relevant Account Holders shall discharge the liability of the Issuer under the Notes to the extent of the sums so paid.

Payments will be subject in all cases to any fiscal or other laws and regulations applicable thereto, but without prejudice to the provisions of Condition 6. No commission or expenses shall be charged to the Noteholders in respect of such payments.

(b) Payments on Business Days

If any due date for payment of principal or interest or any other amount in respect of any Note is not a Business Day (as defined below), then the holder thereof shall not be entitled to payment of the amount due until the next following day which is a Business Day and the holder shall not be entitled to any interest or other additional sums in respect of such postponed payment.

In this Condition "**Business Day**" means a day (except for Saturdays and Sundays) on which the Trans-

Système de Transfert Express Automatisé Transeuropéen à Règlement Brut en Temps Réel (TARGET 2) fonctionne.

(c) *Agent Financier et Agent Payeur*

L'Agent Financier et Agent Payeur initial et son établissement désigné sont les suivants :

BGL Société Anonyme
50, avenue John Fitzgerald Kennedy
L-2951 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

L'Emetteur se réserve le droit de modifier ou de résilier à tout moment le mandat de l'Agent Financier ou des Agents Payeurs et/ou de désigner un autre Agent Financier ou des Agents Payeurs autres ou supplémentaires à la condition d'en informer les Porteurs quarante-cinq (45) jours calendaires au plus et trente (30) jours calendaires au moins avant, conformément à l'Article 9 et sous réserve qu'il y ait en permanence (i) un Agent Financier disposant d'un établissement dans une ville européenne et (ii) tant que les Obligations seront admises aux négociations à la Bourse de Luxembourg, un Agent Payeur disposant d'un établissement dans une ville européenne.

Tout changement d'Agent Financier sera porté à la connaissance des Porteurs conformément aux stipulations de l'Article 9.

6. Fiscalité

(a) Conformément à l'article 131 *quater* du Code général des impôts, tel qu'interprété par l'instruction n°5 I-11-98 du 30 septembre 1998 et par les rescrits n°2007/59 (FP) du 8 janvier 2008 et n°2009/23 (FP) du 7 avril 2009, tels qu'ils ont été émis par les autorités fiscales françaises, les paiements d'intérêts et autres revenus afférents aux Obligations versés par l'Emetteur aux non résidents fiscaux français bénéficient de l'exonération du prélèvement à la source autrement prévu à l'article 125 A III du Code général des impôts.

(b) Si le paiement d'intérêts ou le remboursement du principal dû au titre de l'une quelconque des Obligations est soumis, en vertu de la législation française, à un prélèvement ou à une retenue à la source au titre d'un quelconque impôt ou taxe français, présent ou futur, l'Emetteur s'engage à majorer, dans la mesure permise par la loi, le paiement ou le remboursement de montants supplémentaires de sorte que les Porteurs reçoivent, nonobstant la déduction dudit prélèvement ou de ladite retenue, l'intégralité des sommes qui leur auraient été dues au titre des Obligations, étant précisé toutefois que si l'obligation d'effectuer ces paiements supplémentaires résulte d'un changement de la législation française ou d'un changement dans l'application ou l'interprétation de la législation française, et si cette obligation ne peut être évitée par des mesures raisonnables de l'Emetteur, l'Emetteur pourra rembourser à tout moment par anticipation, mais au plus tôt trente (30) jours avant la date de prise d'effet du changement, la totalité des

European Automated Real Time Gross Settlement Express Transfer System (TARGET 2) is operating.

(c) *Fiscal Agent and Paying Agent*

The initial Fiscal Agent and Paying Agent and its specified office are as follows:

BGL Société Anonyme
50, avenue John Fitzgerald Kennedy
L-2951 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

The Issuer reserves the right at any time to vary or terminate the appointment of the Fiscal Agent or Paying Agents and/or appoint another Fiscal Agent and additional or other Paying Agents, subject to having given not more than forty-five (45) nor less than thirty (30) calendar days' prior notice to the Noteholders, in accordance with Condition 9, and as long as there will at all times be (i) a Fiscal Agent having a specified office in a European city and (ii) so long as the Notes are admitted to trading on the Luxembourg Stock Exchange, a Paying Agent having a specified office in a European city.

Any change of Fiscal Agent will be notified to the Noteholders in accordance with the provisions of Condition 9.

6. Taxation

(a) Pursuant to article 131 *quater* of the French *Code général des impôts*, as construed by administrative circular no. 5 I-11-98 dated 30 September 1998 and rulings (*rescrits*) no. 2007/59 (FP) dated 8 January 2008 and no. 2009/23 (FP) dated 7 April 2009, all issued by the French tax authorities, payments of interest and other revenues to be made by the Issuer to non-French tax residents in respect of the Notes benefit from the exemption from deduction of tax at source otherwise provided for under article 125 A III of the French *Code général des impôts*.

(b) If French law or regulation should require that payments of principal of, or interest on, any of the Notes be subject to deduction or withholding for or on account of any present or future taxes or duties of whatever nature, the Issuer shall, to the extent permitted by law, pay such additional amounts as will result in the receipt by the Noteholders of the amounts which would have been receivable by them in the absence of such requirement to deduct or withhold. However, if the Issuer would, as a result of any change in or in the application or interpretation of French laws or regulations, be required to pay any such additional amounts, and this obligation cannot be avoided by reasonable measures of the Issuer, then the Issuer may at any time, but at the earliest thirty (30) days prior to such change becoming effective, redeem all of the outstanding Notes at their principal amount together with interest accrued until the date fixed for redemption.

Obligations alors en circulation, à leur valeur nominale majorée des intérêts courus jusqu'à la date fixée pour le remboursement.

Les stipulations ci-dessus ne s'appliquent pas :

- (i) lorsque les paiements additionnels à verser au Porteur au titre des Obligations sont soumis à des impôts du fait des liens entretenus par le dit Porteur avec la France autres que la seule détention des Obligations ; ou
- (ii) lorsque le prélèvement ou la retenue à la source est déduit d'un montant payé à une personne physique et qu'il doit être effectué conformément à la Directive du Conseil Européen 2003/48/EC ou à toute autre directive de l'Union Européenne mettant en œuvre les conclusions dégagées par le Conseil ECOFIN lors de sa délibération des 26 et 27 novembre 2000 sur l'imposition des revenus de l'épargne ou conformément à toute loi mettant en œuvre cette directive, s'y conformant, ou adoptée dans le but de s'y conformer.

(c) Si l'Emetteur est tenu d'effectuer des paiements supplémentaires conformément aux stipulations du paragraphe (b) ci-dessus et que le paiement de tels montants est ou deviendrait prohibé par la législation française, et si l'obligation d'effectuer de tels paiements supplémentaires ne peut être évitée par des mesures raisonnables de la part de l'Emetteur, l'Emetteur sera alors tenu d'effectuer le remboursement au pair, majoré des intérêts courus jusqu'à la date fixée pour le remboursement, de la totalité des Obligations restant en circulation, au plus tôt trente (30) jours avant la date de prise d'effet du changement visé au paragraphe (b) ci-dessus et au plus tard à la date à laquelle ladite majoration doit être versée.

(d) En cas de remboursement effectué conformément aux stipulations du paragraphe (b) ci-dessus, l'Emetteur publiera ou fera publier un avis de remboursement, conformément aux stipulations de l'Article 9, au plus tôt soixante (60) jours et au plus tard trente (30) jours avant la date fixée pour le remboursement. En cas de remboursement effectué conformément aux stipulations du paragraphe (c) ci-dessus, l'Emetteur publiera ou fera publier un avis de remboursement, dans les mêmes conditions, au plus tôt soixante (60) jours et au plus tard sept (7) jours avant la date fixée pour le remboursement.

7. Prescription

Toutes actions contre l'Emetteur en vue du paiement du principal ou des intérêts dus au titre des Obligations seront prescrites à compter d'un délai de cinq (5) ans à partir de leur date d'exigibilité respective.

8. Cas d'exigibilité anticipée

Le Représentant (tel que défini à l'Article 10), agissant

Provisions mentioned above shall not apply:

- (i) to additional payments to a Noteholder who is subject to taxes in respect of such Note by reason of his having some connection with France other than the mere holding of such Note; or
- (ii) when such withholding or deduction is imposed on a payment to an individual and is required to be made pursuant to European Council Directive 2003/48/EC of 3 June 2003 on taxation of savings income in the form of interest payments or any other European Union Directive implementing the conclusion of the ECOFIN Council meeting of 26 - 27 November 2000 on the taxation of savings income, or any law implementing or complying with, or introduced in order to conform to, such directive.

(c) If the Issuer is obliged to make such additional payments as defined in sub-paragraph (b) here above and if such payments are or would become prohibited by French law and if the obligation to make such additional payments cannot be avoided by reasonable measures of the Issuer, the Issuer will then be obliged to redeem all outstanding Notes at par, together with accrued interest until the date fixed for redemption, at the earliest thirty (30) days prior to the change defined in sub-paragraph (b) here above becoming effective and at the latest on the date such additional payment would have been due.

(d) In the event of repayment in accordance with sub-paragraph (b) here above, the Issuer will publish, or cause to be published, a redemption notice, as described under Condition 9, at the earliest sixty (60) days and at the latest thirty (30) days prior to the date fixed for repayment. In the event of repayment in accordance with sub-paragraph (c) here above, the Issuer will publish, or cause to be published, a redemption notice, in the same conditions at the earliest sixty (60) days and at the latest seven (7) days prior to the date fixed for such repayment.

7. Prescription

All claims against the Issuer for the payment of principal or interest in respect of the Notes shall lapse after five (5) years from due date for payment thereof.

8. Events of default

The Representative (as defined in Condition 10), acting

pour le compte de la Masse (telle que définie à l'Article 10), de sa propre initiative ou à la demande d'un ou plusieurs Porteur(s) représentant, individuellement ou collectivement, au moins dix pour cent (10%) des Obligations en circulation, pourra, sur notification écrite adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Emetteur (copie à l'Agent Financier) avant qu'il n'ait été remédié au manquement considéré, rendre immédiatement exigible le remboursement de la totalité, et non d'une partie seulement, des Obligations, à leur valeur nominale majorée des intérêts courus jusqu'à la date effective de remboursement :

- (a) en cas de défaut de paiement de tout montant, en principal ou intérêt, dû par l'Emetteur au titre de toute Obligation depuis plus de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'exigibilité de ce paiement ;
- (b) en cas de manquement par l'Emetteur à toute autre stipulation des Modalités, s'il n'est pas remédié à ce manquement dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception par l'Emetteur de la notification dudit manquement ;
- (c) en cas de dissolution, liquidation, fusion, scission ou absorption de l'Emetteur avant le remboursement intégral des Obligations, sauf dans le cas d'une dissolution, liquidation, fusion, scission ou absorption au terme de laquelle l'intégralité des engagements de l'Emetteur au titre des Obligations est transférée à la personne morale qui lui succède ;
- (d) au cas où l'Emetteur demande la nomination d'un mandataire *ad hoc*, ou fait une demande de procédure de conciliation, ou fait l'objet d'une telle demande, ou fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, ou un jugement est rendu prononçant le redressement judiciaire, la liquidation judiciaire ou la cession totale de l'entreprise de l'Emetteur, ou, dans la mesure permise par la loi, est soumis à toute autre procédure similaire ;
- (e) au cas où l'Emetteur cesse de détenir, directement ou indirectement, un minimum de 50,1% des droits de vote normalement exerçables lors de l'assemblée générale ou de 25% du capital social de la société LVMH SA ; et
- (f) au cas où toute dette d'emprunt, existante ou future, de l'Emetteur ou de l'une de ses Filiales, pour un montant excédant 15.000.000 euros (ou son équivalent en toute autre devise), individuellement ou collectivement, serait déclarée échue et exigible par anticipation, à raison d'une défaillance de l'Emetteur au titre de cette dette d'emprunt, ou une telle dette d'emprunt ne serait pas payée à son échéance ou,

on behalf of the *Masse* (as defined in Condition 10), acting on its own or upon request of one or several Noteholder(s) representing, whether individually or collectively, at least ten (10) per cent. of the outstanding Notes, may, upon written notice given by registered letter with acknowledgment of receipt to the Issuer (copy to the Fiscal Agent) before all defaults shall have been cured, cause all, but not some only, of the Notes to become immediately due and payable, at their principal amount together with any accrued interest thereon until their actual redemption date:

- (a) if the Issuer defaults in any payment of principal or interest on any Note on the due date thereof and such default continues for a period of more than fifteen (15) calendar days from such due date;
- (b) if there is a default by the Issuer in the due performance of any other provision of the Conditions, and such default shall not have been cured within thirty (30) calendar days after receipt by the Issuer of written notice of such default;
- (c) if the Issuer is dissolved, liquidated, merged, split or absorbed prior to the repayment in full of the Notes, except in the case of a dissolution, liquidation, merger, split or absorption pursuant to which the obligations of the Issuer under the Notes are expressly assumed by the succeeding entity;
- (d) if the Issuer applies for the appointment of a *mandataire ad hoc* or has applied to enter into a conciliation procedure (*procédure de conciliation*), or is subject to such application, or is subject to a safeguard proceeding (*procédure de sauvegarde*), or a judgment is rendered for the judicial reorganisation (*redressement judiciaire*), or for the judicial liquidation (*liquidation judiciaire*) or for a judicial transfer of the whole of the business (*cession totale de l'entreprise*) of the Issuer or, to the extent permitted by applicable law, if the Issuer is subject to any other similar insolvency or bankruptcy proceedings;
- (e) if the Issuer ceases to own, directly or indirectly, at least 50.1% of the voting rights normally exercisable at a general meeting, or at least 25% of the share capital, of the company LVMH SA; and
- (f) any other present or future indebtedness of the Issuer or of one of its Affiliates, for borrowed money in excess of EUR 15,000,000 (or its equivalent in any other currency), whether individually or collectively, shall become due and payable prior to its stated maturity as a result of a default thereunder, or any such indebtedness shall not be paid when due or, as the case may be, within any applicable grace period therefore, unless such

le cas échéant, à l'expiration de tout délai de grâce applicable, sauf si l'Emetteur conteste ce paiement (ou son échéance ou sa maturité anticipée) de bonne foi dans le cadre de procédures appropriées.

Dans les présentes Modalités, "**Filiales**" désigne Christian Dior Couture, Financière Jean Goujon SAS et LVMH SA aussi longtemps qu'elles sont contrôlées par l'Emetteur au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

9. Avis

Tout avis aux Porteurs sera valablement donné s'il a été délivré à Euroclear France et publié, tant que les Obligations seront cotées à la Bourse de Luxembourg, (i) sur le site Internet de la Bourse de Luxembourg (www.bourse.lu) ou (ii) dans un journal de diffusion nationale au Luxembourg (qui devrait être le *Luxemburger Wort* ou tout autre journal que l'Agent Financier considérera approprié pour l'information des Porteurs).

Tout avis aux Porteurs sera réputé avoir été donné à la date de publication ou, en cas de plusieurs publications, à la date de première publication.

10. Représentation des Porteurs

Les Porteurs, pour la défense de leurs intérêts communs, seront automatiquement groupés en une masse (ci-après la "**Masse**").

Conformément à l'article L.228-90 du Code de commerce, la Masse sera régie par les dispositions dudit Code de commerce à l'exception des articles L.228-48, L.228-59, R.228-63, R.228-67 et R.228-69, sous réserve des stipulations ci-dessous :

(a) Personnalité morale

La Masse disposera de la personnalité morale conformément à l'article L.228-46 du Code de commerce, et agira d'une part par l'intermédiaire d'un représentant (le "**Représentant**") et d'autre part par l'intermédiaire d'une assemblée générale des Porteurs.

La Masse seule, à l'exclusion des Porteurs pris individuellement, exercera les droits, actions et avantages communs actuels et futurs attachés aux Obligations.

(b) Représentant

La qualité de Représentant peut être attribuée à une personne de toute nationalité. Toutefois, les personnes suivantes ne peuvent être choisies comme Représentant :

- (i) l'Emetteur, les membres de son Conseil d'administration, ses commissaires aux comptes, ses dirigeants, ses employés et leurs ascendants, descendants et conjoints ;

payment (or the anticipated maturity thereof) is contested in good faith by the Issuer by appropriate proceedings.

In this Condition "**Affiliates**" means Christian Dior Couture, Financière Jean Goujon SAS and LVMH SA so long as they are controlled by the Issuer within the meaning of Article L.233-3 of the French *Code de commerce*.

9. Notices

Any notice to the Noteholders will be duly given if delivered to Euroclear France and published, so long as the Notes are listed on the Luxembourg Stock Exchange, (i) on the website of the Luxembourg Stock Exchange (www.bourse.lu) or (ii) in a leading daily newspaper having general circulation in Luxembourg (which is expected to be the *Luxemburger Wort* or such other newspaper as the Fiscal Agent shall deem necessary to give fair and reasonable notice to the Noteholders).

Any notice to the Noteholders shall be deemed to have been given on the date of such publication or if published on different dates, on the date of the first publication.

10. Representation of the Noteholders

The Noteholders will be grouped automatically for the defence of their common interests in a *masse* (hereinafter referred to as the "**Masse**").

Pursuant to Article L.228-90 of the French *Code de commerce*, the *Masse* will be governed by the provisions of the French *Code de commerce* (with the exception of the provisions of Articles L.228-48, L.228-59, R.228-63, R.228-67 and R.228-69 thereof), subject to the following provisions:

(a) Legal personality

The *Masse* will be a separate legal entity by virtue of Article L.228-46 of the French *Code de commerce*, acting in part through a representative (the "**Representative**") and in part through a Noteholders' general meeting.

The *Masse* alone, to the exclusion of all individual Noteholders, shall exercise the common rights, actions and benefits which now or in the future may accrue with respect to the Notes.

(b) Representative

The office of Representative may be conferred on a person of any nationality. However, the following persons may not be chosen as Representative:

- (i) the Issuer, the members of its Board of Directors, its statutory auditors, its managers, its employees and their ascendants, descendants and spouses;

- | | |
|---|--|
| (ii) les sociétés garantes de tout ou partie des engagements de l'Emetteur ; | (ii) companies guaranteeing all or part of the obligations of the Issuer; |
| (iii) les sociétés dont l'Emetteur possède au moins le dixième (10 ^e) du capital social ; et | (iii) companies of which the Issuer possesses at least ten (10) per cent. of the share capital; and |
| (iv) les personnes auxquelles l'exercice de la profession de banquier est interdit ou qui sont déchues du droit de diriger, administrer ou gérer une société à un titre quelconque. | (iv) persons to whom the practice of banker is forbidden or who have been deprived of the right of directing, administering or managing a business in whatever capacity. |

Le Représentant initial est Gabriel Levy, 30 avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris, France.

The initial Representative shall be Gabriel Levy, 30 avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris, France.

Le Représentant suppléant de la Masse (le "**Représentant Suppléant**") est Stéphanie Besse, 30, avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris, France.

The alternative representative of the *Masse* (the "**Alternative Representative**") shall be Stéphanie Besse, 30, avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris, France.

Le Représentant Suppléant remplacera le Représentant initial si celui-ci venait à démissionner ou ne pouvait exercer ses fonctions. En cas de décès, de démission ou de révocation du Représentant Suppléant, le ou les remplaçant(s) seront élus par l'assemblée générale des Porteurs.

The Alternative Representative replaces the initial Representative when the initial Representative has resigned or is no longer able to fulfil his duties. In the event of death, retirement or revocation of the Alternative Representative, a replacement will be elected by a Noteholders' general meeting.

Le Représentant ne recevra aucune rémunération au titre de l'exercice de ses fonctions.

The Representative will not receive any remuneration for its services.

Tous les Porteurs intéressés pourront à tout moment obtenir communication des noms et adresses du Représentant initial et du Représentant Suppléant, au siège de l'Emetteur et aux guichets de tout Agent Payeur.

All interested Noteholders will at all times have the right to obtain the names and addresses of the initial Representative and the Alternative Representative at the registered office of the Issuer and the specified offices of any of the Paying Agents.

(c) Pouvoirs du Représentant

(c) Powers of the Representative

Sauf résolution contraire de l'assemblée générale des Porteurs, le Représentant aura le pouvoir d'accomplir tous les actes de gestion nécessaires pour la défense des intérêts communs des Porteurs. Toutes les procédures judiciaires intentées à l'initiative ou à l'encontre des Porteurs devront, pour être recevables, l'être à l'initiative ou à l'encontre du Représentant.

The Representative shall, in the absence of any decision to the contrary of the Noteholders' general meeting, have the power to take all acts of management necessary for the defence of the common interests of the Noteholders. All legal proceedings against the Noteholders or initiated by them, in order to be justifiable, must be brought against the Representative or by him.

Le Représentant ne peut pas s'immiscer dans la gestion des affaires de l'Emetteur.

The Representative may not interfere in the management of the affairs of the Issuer.

(d) Assemblées générales de Porteurs

(d) Noteholders' general meetings

Les assemblées générales des Porteurs pourront être réunies à tout moment, sur convocation par l'Emetteur ou par le Représentant. Un ou plusieurs Porteurs, détenant ensemble au moins un trentième (1/30^e) des Obligations en circulation, pourront adresser à l'Emetteur et au Représentant une demande de convocation de l'assemblée générale ; si cette assemblée générale n'a pas été convoquée dans les deux (2) mois suivant la demande, les Porteurs concernés pourront charger l'un d'entre eux de déposer une requête auprès du tribunal compétent dans le ressort de la Cour d'Appel de Paris afin qu'un mandataire soit nommé pour convoquer l'assemblée.

Noteholders' general meetings may be held at any time, on convocation either by the Issuer or by the Representative. One or more Noteholders, holding together at least one-thirtieth (1/30th) of outstanding Notes may address to the Issuer and the Representative a request for convocation of the general meeting; if such general meeting has not been convened within two (2) months from such demand, such Noteholders may commission one of themselves to petition the competent courts within the jurisdiction of the Court of Appeal of Paris to appoint an agent who will call the meeting.

Un avis indiquant la date, l'heure, le lieu, l'ordre du jour et le quorum exigé sera publié conformément à l'Article 9 au moins quinze (15) jours calendaires avant la date de tenue de l'assemblée.

Chaque Porteur a le droit de participer à l'assemblée en personne ou par mandataire. Chaque Obligation donne droit à une (1) voix.

(e) Pouvoirs des assemblées générales

L'assemblée générale est habilitée à délibérer sur la rémunération, la révocation ou le remplacement du Représentant, et peut également statuer sur toute autre question afférente aux droits, actions et avantages communs actuels et futurs attachés aux Obligations, y compris afin d'autoriser le Représentant à agir, que ce soit en demande ou en défense.

L'assemblée générale peut en outre délibérer sur toute proposition tendant à la modification des Modalités, et notamment sur toute proposition de compromis ou de transaction sur des droits litigieux ou ayant fait l'objet de décisions judiciaires.

Il est cependant précisé que l'assemblée générale ne peut pas accroître la charge des Porteurs, ni établir une inégalité de traitement entre les Porteurs, ni convertir les Obligations en actions.

L'assemblée générale ne pourra valablement délibérer sur première convocation que si les Porteurs présents ou représentés détiennent au moins un cinquième (1/5^e) du montant principal des Obligations en circulation. Sur deuxième convocation, aucun quorum ne sera exigé. Les résolutions seront adoptées à la majorité des deux tiers (2/3) des Porteurs présents ou représentés.

(f) Notification des décisions

Les résolutions adoptées devront être publiées conformément aux dispositions de l'Article 9, dans les quatre-vingt-dix (90) jours calendaires suivant ladite assemblée.

(g) Information des Porteurs

Chaque Porteur ou son représentant aura le droit, pendant la période de quinze (15) jours calendaires précédant la tenue de chaque assemblée générale, de consulter ou prendre copie des résolutions proposées et des rapports présentés à ladite assemblée. Ces documents pourront être consultés au siège social de l'Emetteur, aux guichets des Agents Payeurs et en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation de ladite assemblée.

(h) Frais

L'Emetteur supportera tous les frais raisonnables afférents au fonctionnement de la Masse, y compris les frais de convocation et de tenue des assemblées générales et, plus

Notice of the date, hour, place, agenda and quorum requirements of any general meeting will be published as provided under Condition 9 not less than fifteen (15) calendar days prior to the date of the general meeting.

Each Noteholder has the right to participate in meetings of the *Masse* in person or by proxy. Each Note carries the right to one (1) vote.

(e) Powers of general meetings

A general meeting is empowered to deliberate on the remuneration, dismissal and replacement of the Representative, and also may act with respect to any other matter relating to the common rights, actions and benefits which now or in the future may accrue with respect to the Notes, including authorising the Representative to act at law as plaintiff or defendant.

A general meeting may further deliberate on any proposal relating to the modification of the Conditions, including any proposal, whether for arbitration or settlement, relating to rights in controversy or which were the subject of judicial decisions.

It is specified, however, that a general meeting may not increase amounts payable by the Noteholders, nor establish any unequal treatment between the Noteholders, nor decide to convert the Notes into shares.

The general meeting may validly deliberate on first convocation only if Noteholders present or represented hold at least one fifth (1/5th) of the principal amount of the Notes then outstanding. On second convocation, no quorum shall be required. Decisions at meetings shall be taken by a majority of two thirds (2/3) of votes cast by the Noteholders attending such meeting or represented thereat.

(f) Notice of decisions

Decisions of the meetings must be published in accordance with the provisions set out in Condition 9 not more than ninety (90) calendar days from the date thereof.

(g) Information to the Noteholders

Each Noteholder or representative thereof will have the right, during the fifteen (15) calendar day period preceding the holding of each meeting of a general meeting, to consult or make a copy of the text of the resolutions which will be proposed and of the reports which will be presented at the meeting. Those documents will be available for inspection at the principal office of the Issuer, at the offices of the Paying Agents and at any other place specified in the notice of meeting.

(h) Expenses

The Issuer will pay all reasonable expenses incurred in the operation of the *Masse*, including expenses relating to convening and holding general meetings and, more

généralement, tous les frais administratifs votés par l'assemblée générale des Porteurs, étant entendu qu'aucun frais ne pourra être imputé sur les intérêts payables au titre des Obligations.

11. Emission d'obligations assimilables

L'Emetteur aura la faculté d'émettre, sans l'accord des Porteurs, d'autres obligations assimilables aux Obligations à condition que ces obligations confèrent des droits identiques à tous égards à ceux des Obligations (ou à tous égards à l'exception du prix d'émission et du premier paiement d'intérêt y afférent) et que les modalités de ces obligations prévoient une telle assimilation avec les Obligations.

Dans ce cas, les porteurs des obligations assimilables et les Porteurs seront regroupés en une seule masse. Dans les présentes Modalités, les références aux Obligations comprennent toutes autres obligations émises conformément au présent Article et assimilées aux Obligations.

12. Droit applicable, tribunaux compétents et langue

Les Obligations sont régies par le droit français.

Tout différend se rapportant directement ou indirectement aux Obligations sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Seule la version française des présentes Modalités fait foi.

generally, all administrative expenses resolved upon by a Noteholder's general meeting, it being expressly stipulated that no expenses may be imputed against interest payable on the Notes.

11. Further issues

The Issuer may from time to time without the consent of the Noteholders issue further notes to be assimilated with the Notes, provided that such further notes and the Notes shall carry identical rights in all respects (or in all respects except for the issue price and the first payment of interest thereon) and that the terms and conditions of such further notes shall provide for such assimilation.

In the case of such an assimilation, the holders of such further notes and the Noteholders will be grouped in a single *masse*. References in these Conditions to the Notes include any other notes issued pursuant to this Condition and assimilated with the Notes.

12. Governing law, jurisdiction and language

The Notes are governed by French law.

Any dispute arising out of or in connection with the Notes will be submitted to the competent courts within the jurisdiction of the Court of Appeal of Paris.

Only the French version of these Conditions shall be binding.

UTILISATION DU PRODUIT DE L'EMISSION

Le produit net de l'émission des Obligations, estimé approximativement à 346.290.000 euros, est destiné aux besoins généraux de l'Émetteur.

USE OF PROCEEDS

The net proceeds of the issue of the Notes, estimated to approximately €346,290,000, will be used for general corporate purposes.

DEVELOPPEMENTS RECENTS

Communiqué de presse en date du 18 mai 2009

Christian Dior

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 363 454 096 EUROS- 582 110 987 R.C.S PARIS

30 avenue Montaigne
PARIS
75008

TEL. 01 44 13 22 22

Paris, le 18 mai 2009

RECENT DEVELOPMENTS

Press Release dated 18 May 2009

Christian Dior

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 363 454 096 EUROS- 582 110 987 R.C.S PARIS

30 avenue Montaigne
PARIS
75008

TEL. 01 44 13 22 22

Paris, May 18, 2009

DIVIDENDE 2008

L'Assemblée Générale de Christian Dior, réunie le jeudi 14 mai 2009 a décidé, au titre de l'exercice 2008, le paiement d'un dividende brut de 1,61 euro par action.

Compte tenu du versement d'un acompte sur dividende de 0,44 euro le 2 décembre 2008, le solde de 1,17 euro sera mis en paiement le 25 mai 2009. Le dernier jour de négociation dividende attaché est le 19 mai 2009.

Ce communiqué est disponible sur le site web www.dior-finance.com.

2008 DIVIDEND

At the Annual Shareholders' Meeting of Christian Dior, held on May 14, 2009, approval was given for the payment of a gross dividend for financial year 2008 of 1.61 Euro per share.

Taking into account the 0.44 Euro paid on December 2, 2008, the balance of 1.17 Euro will be paid on May 25, 2009. The last trading day with dividend rights attached is May 19, 2009.

This press release is available on the website www.dior-finance.com.

Communiqué de presse en date du 27 juillet 2009

LVMH
MOËT HENNESSY, LOUIS VUITTON

Bonne résistance de LVMH au premier semestre 2009

Performance remarquable de Louis Vuitton

Gains de parts de marché

Paris, le 27 juillet 2009

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, leader mondial des produits de luxe, enregistre au premier semestre 2009 des ventes de 7,8 milliards d'euros, en légère progression par rapport à la même période de 2008 malgré la crise économique et une base de comparaison élevée.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 1 363 millions d'euros. Il est en hausse sensible dans les marques qui contrôlent leur distribution comme Louis Vuitton par exemple. Les marques distribuées par des tiers, en revanche, subissent le contrecoup du déstockage massif pratiqué par ces derniers. C'est notamment le cas dans les Vins et Spiritueux et les Montres et Joaillerie.

M. Bernard Arnault, PDG de LVMH, a déclaré : « Les résultats du premier semestre illustrent une fois de plus l'exceptionnel pouvoir d'attraction de nos marques et l'efficacité de notre stratégie, d'autant plus notable dans l'environnement de crise économique mondiale. LVMH témoigne ainsi d'une excellente capacité de résistance grâce à la puissance de ses marques, à la réactivité de son organisation et au talent de ses équipes. Louis Vuitton en particulier a réalisé un premier semestre remarquable, sans doute le meilleur de tout l'univers du luxe, avec une croissance à deux chiffres de ses ventes et une marge opérationnelle exceptionnelle. Conforté par la bonne résistance du premier semestre, le Groupe aborde la seconde partie de l'année avec confiance et compte sur la créativité et la qualité de ses produits ainsi que sur l'efficacité de ses équipes qui mettent, notamment, en œuvre des mesures de réduction de coûts adaptées à la crise, pour poursuivre ses gains de parts de marché dans ses marchés historiques et dans les territoires émergents à fort potentiel. »

Le premier semestre 2009 a été marqué par :

- Une légère progression des ventes du Groupe malgré la crise,
- Un accroissement des parts de marché de l'ensemble de nos marques avec en particulier, une croissance à deux chiffres des ventes de Louis Vuitton, dont la rentabilité continue de se situer à un niveau exceptionnel,
- Un potentiel élevé confirmé dans les pays émergents qui représentent 30 % des ventes du Groupe,
- Un fort mouvement de déstockage chez les distributeurs dans les activités Vins et Spiritueux et Montres et Joaillerie,
- Une résistance remarquable de Parfums Christian Dior et de Guerlain, qui gagnent des parts de marché,
- Une progression de Sephora sur tous ses marchés,
- Une solidité financière confirmée avec un ratio d'endettement net sur capitaux propres de 32%,
- Une progression de 5 % de la capacité d'autofinancement.

Press Release dated 27 July 2009

LVMH
MOËT HENNESSY, LOUIS VUITTON

LVMH demonstrated good resilience in the first half of 2009

Exceptional performance at Louis Vuitton

Market share gains

Paris, 27 July 2009

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, the world's leading luxury products group, recorded revenue of €7.8 billion in the first half of 2009, reflecting a slight increase over the same period in 2008 despite the crisis and a high comparable.

Profit from recurring operations came to €1,363 million. It increased tangibly in the brands that control their distribution, like, for example, Louis Vuitton. The brands distributed by third parties, on the other hand, suffered a massive destocking impact by these distributors. This is notably the case for the Wines & Spirits and Watches & Jewelry business groups.

Bernard Arnault, Chairman and CEO of LVMH, commented:

"The first half results once again demonstrate the exceptional appeal of our brands as well as the effectiveness of our strategy, particularly remarkable given the global economic crisis. LVMH thus proves its exceptional capacity to resist thanks to the strength of its brands, the responsiveness of its organization and the talent of its teams. Louis Vuitton has had a particularly exceptional first half of the year, probably the best in the luxury universe, with double-digit revenue growth and exceptional profitability. Reassured by the good resilience in the first half of the year, the Group approaches the second half with confidence. It will rely upon the creativity and quality of its products as well as the effectiveness of its teams who implement notably cost reduction measures adapted to the crisis, to pursue further development in its historical markets as well as in high potential emerging markets."

Highlights of the first half of 2009 include:

- A slight increase in Group revenue despite the crisis,
- Market share gains of all our brands notably with double-digit revenue growth at Louis Vuitton, whose profitability continues to be at an exceptional level,
- Confirmed strong potential of emerging markets, which represent 30% of Group revenue,
- Considerable destocking by distributors in the Wines & Spirits and Watches & Jewelry business groups,
- Exceptional resilience of Parfums Christian Dior and Guerlain, which are gaining market share,
- Growth at Sephora in all of its markets,
- Solid financial position with a net debt ratio of 32%,
- Net cash flow from operations before changes in working capital increased by 5%.

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009	% variation
Ventes	7 799	7 811	+ 0,2 %
Résultat opérationnel courant	1 541	1 363	- 12 %
Résultat net (part du Groupe)	891	687	- 23 %
Capacité d'autofinancement après intérêts financiers et impôt	1 148	1 206	+ 5 %

Par groupe d'activités, l'évolution des ventes est la suivante :

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009	% variation	
			Publiés	Organique*
Vins et Spiritueux	1 292	1 079	- 17 %	- 22 %
Mode et Maroquinerie	2 768	2 988	+ 8 %	+ 1 %
Parfums et Cosmétiques	1 362	1 285	- 6 %	- 9 %
Montres et Joaillerie	417	346	- 17 %	- 34 %
Distribution sélective	1 990	2 127	+ 7 %	0 %
Autres activités et éliminations	(30)	(14)	-	-
Total LVMH	7 799	7 811	+ 0,2 %	- 7 %

* à structure et taux de change comparables.

Par groupe d'activités, le résultat opérationnel courant a évolué comme suit :

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009	% variation
Vins et Spiritueux	409	241	- 41 %
Mode et Maroquinerie	858	919	+ 7 %
Parfums et Cosmétiques	132	121	- 8 %
Montres et Joaillerie	74	20	- 73 %
Distribution sélective	151	129	- 15 %
Autres activités et éliminations	(83)	(67)	-
Total LVMH	1 541	1 363	- 12 %

2/6

Vins et Spiritueux : déstockage de la distribution

La conjoncture économique difficile a pesé sur les ventes et la rentabilité de l'activité **Vins et Spiritueux**. Les ventes de champagne ont été affectées par des niveaux de stocks élevés chez les distributeurs qui ont déstocké massivement au 1^{er} semestre. Avec des tendances en légère amélioration au deuxième trimestre, l'activité Cognac résiste mieux, portée par le développement des marchés asiatiques. Tout en s'attachant à contenir ses coûts et à sélectionner rigoureusement ses investissements, le groupe Vins et Spiritueux poursuit sa stratégie de valeur et maintient une forte dynamique d'innovation.

Mode et Maroquinerie : dynamique exceptionnelle de Louis Vuitton

Le groupe d'activités **Mode et Maroquinerie** réalise une croissance de 8 % de ses ventes au premier semestre 2009. Le résultat opérationnel courant s'élève à 919 millions d'euros. Fort de la qualité de ses produits et du contrôle de son réseau de magasins, Louis Vuitton accentue son avance partout dans le monde. La marque enregistre une croissance à deux chiffres de ses ventes au premier semestre 2009 et renforce ses positions dans l'ensemble des zones géographiques. Les marchés asiatiques et européens confirment leur forte dynamique et les États-Unis témoignent d'une bonne résistance. Avec le renforcement du Yen, les Japonais ont accéléré en début d'année leurs achats en dehors de leur territoire national. La marque est toujours portée par son incomparable capacité d'innovation, illustrée notamment par le lancement de nombreuses lignes intemporelles et par les créations réalisées par Marc Jacobs en hommage à Stephen Sprouse, qui ont suscité un engouement mondial de la clientèle au 1^{er} semestre. Les autres marques de mode sont pénalisées, notamment au deuxième trimestre, par l'environnement toujours difficile des grands distributeurs. Fendi connaît une amélioration de ses performances sur la deuxième moitié du semestre. Donna Karan consolide les progrès accomplis en termes de positionnement et de rentabilité.

Parfums et Cosmétiques : succès des parfums mythiques

L'activité **Parfums et Cosmétiques** gagne des parts de marché au premier semestre, malgré le recul des ventes dû au déstockage des distributeurs. Avec une base de comparaison toujours élevée, le deuxième trimestre a connu une légère reprise des commandes des détaillants qui avaient fortement réduit leurs niveaux de stocks en début d'année. Le résultat opérationnel courant s'établit à 121 millions d'euros. En accélérant le développement de ses lignes phares, Parfums Christian Dior a fait preuve d'une bonne résistance et a augmenté ses parts de marché. Outre le succès mondial de *J'Adore*, le premier semestre a été marqué par les avancées de *Miss Dior Chérie* et d'*Eau Sauvage*, leader des masculins en France. Dans le domaine du maquillage, le nouveau fond de teint *Diorskin Nude* connaît un grand succès. Guerlain a lancé avec succès le nouveau rouge à lèvres *Rouge G* et bénéficié de l'essor du parfum mythique *Shalimar*. Givenchy a déployé son parfum masculin *Play*. Portés par leur expansion internationale, Benefit et Make Up For Ever accomplissent de bonnes performances.

Euro millions	First half of 2008	First half of 2009	Change %
Revenue	7 799	7 811	+ 0,2%
Profit from recurring operations	1 541	1 363	- 12%
Group share of net profit	891	687	- 23%
Net cash flow from operations before changes in working capital	1 148	1 206	+ 5%

Revenue by business group:

Euro millions	First half of 2008	First half of 2009	% change	
			Reported	Organic*
Wines & Spirits	1 292	1 079	- 17%	- 22%
Fashion & Leather Goods	2 768	2 988	+ 8%	+ 1%
Perfumes & Cosmetics	1 362	1 285	- 6%	- 9%
Watches & Jewelry	417	346	- 17%	- 34%
Selective Retailing	1 990	2 127	+ 7%	0%
Other activities and eliminations	(30)	(14)	-	-
TOTAL	7 799	7 811	+ 0,2%	- 7%

* With comparable structure and exchange rates.

Profit from recurring operations, by business group:

Euro millions	First half of 2008	First half of 2009	% change
Wines & Spirits	409	241	- 41%
Fashion & Leather Goods	858	919	+ 7%
Perfumes & Cosmetics	132	121	- 8%
Watches & Jewelry	74	20	- 73%
Selective Retailing	151	129	- 15%
Other activities and eliminations	(83)	(67)	-
TOTAL	1 541	1 363	- 12%

Wines & Spirits: destocking by the distributors

The difficult economic environment weighed on revenue and profitability of the **Wines & Spirits** business group. Champagne revenue was impacted by the high stock levels at distributors who destocked massively in the first half. With trends improving slightly in the second quarter, the Cognac business was more resilient and was supported by its Asian markets. While sticking to cutting costs and vigorously selecting its investments, the Wines & Spirits business group will continue its value strategy and maintain its strong culture of innovation.

Fashion & Leather Goods: exceptional momentum at Louis Vuitton

The **Fashion & Leather Goods** business group saw revenue growth of 8% in the first half of 2009. Profit from recurring operations stood at €919 million. Louis Vuitton increased its progress in all of its markets thanks to the quality of its products and the control of its store network. The brand registered double-digit revenue growth in the first half of 2009 and strengthens its position in all regions. Asia and Europe confirmed their strong momentum and the United States showed good resilience. As the Yen strengthened, the Japanese at the beginning of the year made purchases outside of their own country. The brand is always supported by an incomparable innovation capacity, illustrated notably by the launches of numerous timeless lines and the creations by Marc Jacobs in honour of Stephen Sprouse, which enjoyed a worldwide success with clients in the first half. The other fashion brands were penalised, notably in the second quarter, by the continued difficult environment at large department stores. Fendi, however, saw an improvement in its performance in the second quarter and Donna Karan consolidated its progress in terms of positioning and profitability.

Perfumes & Cosmetics: success of the mythic perfumes

The **Perfumes & Cosmetics** business group increased its market share in the first half of 2009, despite revenue decline due to destocking by distributors. With a still high comparable base, the second quarter saw a slight increase in orders from retailers who considerably reduced their stock levels at the beginning of the year. Profit from recurring operations stood at €121 million. By accelerating the development of its star lines, Parfums Christian Dior proved its good resilience and increased its market share. Beyond the global success of *J'Adore*, the first half was notable for the progress of *Miss Dior Chérie* and *Eau Sauvage*, the leading French male fragrance. In make-up, the new foundation, *Diorskin Nude*, was very successful. Guerlain successfully launched its new lipstick *Rouge G* and benefited from the continued rise of the mythic *Shalimar*. Givenchy released its masculine perfume *Play*. Sustained by their international expansion, Benefit and Make Up For Ever accomplished good performances.

2/6

Montres et Joaillerie : forte exposition au déstockage des détaillants

Les ventes du groupe d'activités **Montres et Joaillerie** sont en recul de 17 % au premier semestre 2009. Le résultat opérationnel courant s'élève à 20 millions d'euros. Dans un environnement particulièrement difficile marqué par la poursuite du déstockage des détaillants, les marques de Montres et Joaillerie mettent l'accent sur le renforcement de leurs lignes icônes et maintiennent une gestion très rigoureuse des coûts. TAG Heuer gagne des parts de marché aux Etats-Unis grâce à des actions ciblées et poursuit son expansion en Asie. Confirmant son statut de star montante, Hublot fait preuve d'une bonne résistance et démarre l'activité de sa nouvelle Manufacture près de Genève. Zenith célèbre les 40 ans du mouvement El Primero et Montres Dior poursuit le développement de la ligne Christal. Chaumet, De Beers et Fred se concentrent sur l'amélioration de la productivité de leurs réseaux et de leurs boutiques.

Distribution sélective : bonne performance de Sephora

L'activité **Distribution sélective** réalise une croissance de 7 % de ses ventes au premier semestre 2009. Le résultat opérationnel courant s'établit à 129 millions d'euros. DFS poursuit ses efforts de réduction de coûts afin de limiter l'impact de la baisse des voyages internationaux, amplifiée au deuxième trimestre par les risques sanitaires. DFS bénéficie cependant des implantations récentes qui confirment leur potentiel. La Galleria de Macao, en particulier, connaît un développement soutenu et un second site va ouvrir sur l'île. La concession au sein de l'aéroport d'Abu Dhabi connaît un démarrage prometteur. **Sephora** enregistre au premier semestre 2009 une croissance de ses ventes sur tous ses marchés et une progression de son résultat opérationnel courant. A travers le renforcement de son dynamisme commercial et une offre produits et services toujours plus innovante et exclusive, Sephora réalise de nouveaux gains de parts de marché. Le réseau de magasins continue de se développer dans les marchés les plus porteurs, notamment en Chine dont l'expansion se poursuit à un rythme soutenu.

Perspectives 2009

Dans le contexte actuel de crise économique, LVMH poursuivra ses gains de part de marché grâce aux nombreux lancements de produits prévus d'ici la fin de l'année, à son expansion géographique dans des marchés porteurs, et à sa rigueur de gestion.

Notre politique exigeante de qualité pour toutes nos réalisations, le dynamisme et la créativité incomparable de nos équipes nous permettront de renforcer encore en 2009 le leadership du Groupe LVMH sur le marché mondial du luxe.

Le Conseil d'Administration du Groupe LVMH se réunira le 29 juillet pour arrêter les comptes du premier semestre 2009, déjà présentés au comité d'audit, et décider de la mise en paiement le 2 décembre 2009 d'un acompte sur dividende de 0,35 Euro par action.

L'information réglementée liée à ce communiqué est disponible sur le site web www.lvmh.fr. Procédures d'audit effectuées, rapport d'audit remis à l'issue du Conseil d'Administration.

LVMH

LVMH, leader mondial des produits de luxe, est présent dans les vins et spiritueux au travers notamment des marques Moët & Chandon, Dom Pérignon, Veuve Clicquot Ponsardin, Krug, Ruinart, Mercier, Château d'Yquem, Hennessy, Glenmorangie, Ardbeg, Vodka Belvedere, Chopin, 10 Cane, Chandon, Cloudy Bay, Terrazas de los Andes, Cheval des Andes, Green Point, Cape Mentelle, Newton. Le secteur Mode & Maroquinerie inclut les marques Louis Vuitton, Celine, Loewe, Kenzo, Givenchy, Thomas Pink, Fendi, Emilio Pucci, Donna Karan, Marc Jacobs, Berluti, StefanoBi, ainsi que eLUXURY, spécialisé dans la vente de produits de luxe sur Internet. LVMH est présent dans le secteur des parfums et cosmétiques avec les marques Parfums Christian Dior, Guerlain, Parfums Givenchy, Kenzo Parfums et Parfums Loewe ainsi que d'autres sociétés de cosmétiques à fort potentiel de croissance (Benefit Cosmetics, Make Up For Ever, Acqua di Parma et Fresh). LVMH est également actif dans la distribution sélective au travers de DFS, Sephora en Europe et aux Etats-Unis, Le Bon Marché et la Samaritaine. Le Groupe a constitué une branche Montres & Joaillerie regroupant les marques TAG Heuer, Chaumet, Christian Dior Montres, Zenith, Fred, Hublot et De Beers Diamond Jewellers Limited, une joint-venture créée avec le premier groupe diamantaire du monde.

"Certaines informations contenues dans cette présentation intègrent ou reposent sur des anticipations ou projections. D'importants facteurs de risques, incertitudes ou éléments indépendants de notre contrôle ou ne pouvant être anticipés à ce jour pourraient donc conduire à ce que les résultats effectivement constatés diffèrent significativement de ceux anticipés, projetés ou implicitement inclus dans ces données. Ces informations reflètent notre vision de l'activité à la date des présentes. Elles doivent être utilisées avec prudence et circonspection, étant en outre précisé que nous ne nous engageons en aucun cas à modifier ou mettre à jour ces informations ultérieurement."

Contacts				
Analystes et investisseurs	Chris Hollis - LVMH			+ 33 1 44 13 21 22
Media				
France	Michel Calzaroni / Olivier Labesse / Sonia Fellmann DGM Conseil			+ 33 1 40 70 11 89
Royaume-Uni	Hugh Morrison M. Communications			+ 44 207 153 15 34
Italie	Presse Financière et Corporate Auro Palomba / Roberto Patriarca Community Group			+39 02 89 40 42 31
Etats-Unis	James Fingerth / Victoria Weld / Molly Morse Kekst and Company			+1 212 521 48 00

ANNEXE

LVMH - Répartition des ventes par groupe d'activités et par trimestre

Premier semestre 2009

(en millions d'euros)	Vins et Spiritueux	Mode et Maroquinerie	Parfums et Cosmétiques	Montres et Joaillerie	Distribution sélective	Autres activités et éliminations	Total
Premier trimestre	540	1 598	663	154	1 085	(22)	4 018
Deuxième trimestre	539	1 390	622	192	1 042	8	3 793
Total des ventes	1 079	2 988	1 285	346	2 127	(14)	7 811

Premier semestre 2008

(en millions d'euros)	Vins et Spiritueux	Mode et Maroquinerie	Parfums et Cosmétiques	Montres et Joaillerie	Distribution sélective	Autres activités et éliminations	Total
Premier trimestre	640	1 445	717	211	1 011	(22)	4 002
Deuxième trimestre	652	1 323	645	206	979	(8)	3 797
Total des ventes	1 292	2 768	1 362	417	1 990	(30)	7 799

Watches & Jewelry: strong exposure to retailers destocking

Revenue from **Watches & Jewelry** decreased by 17% in the first half of 2009. Profit from recurring operations stood at €20 million. In a particularly difficult environment marked by destocking at retailers, the Watches & Jewelry brands have focused on strengthening their iconic lines and maintaining rigorous cost management. TAG Heuer won market share in the United States thanks to its targeted actions, and continued its expansion in Asia. Confirming its position as a rising star brand, Hublot showed good resilience and opened its new Manufacture near Geneva. Zenith celebrated 40 years of *El Primero* and Montres Dior continued to develop its *Christal* line. Chaumet, De Beers and Fred concentrated on improving the productivity of their networks and their boutiques.

Selective Distribution : good performance at Sephora

The **Selective Distribution** business group saw revenue growth of 7% in the first half of 2009. Profit from recurring operations stood at €129 million. DFS continued its cost cutting efforts in order to limit the impact of the decrease in international travel which was amplified in the second quarter by health concerns. DFS benefited, however, from its recent store openings which are confirming their potential. The Galleria at Macao, in particular, saw sustained growth and a second site is going to be opened on the island. The outlet at the heart of Abu Dhabi airport has made a promising start.

Sephora registered revenue growth in all of its markets in the first half of 2009, and an increase in its profit from recurring operations. It continues to win market share through the strengthening of its commercial reactivity and innovative and exclusive service and product offers. Its network of stores continues to grow in the most promising markets, notably in China where the expansion proceeds at a sustained pace.

2009 Outlook

In the current economic crisis, LVMH will continue to gain market share thanks to the numerous product launches planned before the end of the year, to its geographic expansion in promising markets and to its cost management.

Our strategy of focusing on quality across our entire product range, combined with the dynamism and unparalleled creativity of our teams, will enable us to reinforce, once again in 2009, LVMH's global leadership position in luxury products.

The LVMH Board will meet on July 29th to approve the financial statements for the first half 2009, already presented to the Audit Committee, and to decide the payment on December 2, 2009 of an interim dividend of 0.35 euros.

Regulated information related to this press release is available on our internet site www.lvmh.com.

Audit procedures carried out, audit report to be issued after the Board meeting.

About LVMH

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton is the world's leading luxury goods group. The Group is represented in Wines and Spirits by a portfolio of brands that includes Moët & Chandon, Dom Pérignon, Veuve Clicquot Ponsardin, Krug, Ruinart, Mercier, Château d'Yquem, Hennessy, Glenmorangie, Ardbeg, Belvedere Vodka, Chopin, 10 Cane, Chandon, Cloudy Bay, Terrazas de los Andes, Cheval des Andes, Green Point, Cape Mentelle, Newton. Its Fashion and Leather Goods division includes Louis Vuitton, the world's leading luxury brand, as well as Celine, Loewe, Kenzo, Givenchy, Thomas Pink, Fendi, Emilio Pucci, Donna Karan, Marc Jacobs, Berluti, StefanoBi as well as eLUXURY, the authoritative online source for luxury goods on the Internet. LVMH is present in the Perfumes and Cosmetics sector with Parfums Christian Dior, Guerlain, Parfums Givenchy, Parfums Kenzo, Parfums Loewe as well as other promising cosmetic companies (Benefit Cosmetics, Make Up For Ever, Acqua di Parma and Fresh). LVMH is also active in selective retailing through DFS, Sephora in Europe and the United States, Le Bon Marché and la Samaritaine. LVMH's Watches and Jewelry division comprises TAG Heuer, Chaumet, Christian Dior Watches, Zenith, Fred, Hublot and De Beers Diamond Jewellers Limited, a joint venture created with the world's leading diamond group.

"Certain information included in this release is forward looking and is subject to important risks and uncertainties and factors beyond our control or ability to predict, that could cause actual results to differ materially from those anticipated, projected or implied. It only reflects our views as of the date of this presentation. No undue reliance should therefore be based on any such information, it being also agreed that we undertake no commitment to amend or update it after the date hereof."

Contacts				
Analysts and investors	Chris Hollis - LVMH			+ 33 1 44 13 21 22
Media				
France	Michel Calzaroni / Olivier Labesse / Sonia Fellmann DGM Conseil			+ 33 1 40 70 11 89
UK	Hugh Morrison M. Communications			+ 44 207 153 15 34
Italy	Financial and Corporate Press Auro Palomba / Roberto Patriarca Community Group			+39 02 89 40 42 31
US	James Fingerth / Victoria Weld / Molly Morse Kekst & Company			+1 212 521 48 00

APPENDIX

LVMH - Revenue by business group and by quarter

First half 2009

(Euro millions)	Wines & Spirits	Fashion & Leather Goods	Perfumes & Cosmetics	Watches & Jewelry	Selective Distribution	Other Activities & Eliminations	Total
First quarter	540	1 598	663	154	1 085	(22)	4 018
Second quarter	539	1 390	622	192	1 042	8	3 793
Total sales	1 079	2 988	1 285	346	2 127	(14)	7 811

First half 2008

(Euro millions)	Wines & Spirits	Fashion & Leather Goods	Perfumes & Cosmetics	Watches & Jewelry	Selective Distribution	Other Activities & Eliminations	Total
First quarter	640	1 445	717	211	1 011	(22)	4 002
Second quarter	652	1 323	645	206	979	(8)	3 797
Total sales	1 292	2 768	1 362	417	1 990	(30)	7 799

Christian Dior

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 363 454 096 EUROIS - 582 110 987 R.C.S PARIS

30 AVENUE MONTAIGNE
PARIS
75008

TEL. 01 44 13 22 22

Paris, le 31 juillet 2009

COMMUNIQUE

Bonne résistance du groupe Christian Dior au premier semestre 2009

Au premier semestre 2009, le **groupe Christian Dior** enregistre des ventes de 8 137 millions d'euros, quasi stables par rapport au premier semestre 2008 malgré la crise économique et une base de comparaison élevée.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 1 358 millions d'euros. Les marques distribuées par des tiers subissent le contrecoup du déstockage massif pratiqué par ces derniers, alors que les marques qui contrôlent leur distribution ont beaucoup mieux résisté aux effets de la crise. Louis Vuitton a réalisé un premier semestre remarquable.

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
• Ventes	8 137 *	8 152
• Résultat opérationnel courant	1 358	1 542
• Résultat net	709	974
<i>dont part du Groupe</i>	252	352

* - 0,2 % à taux courants, - 7 % à taux de change et périmètre comparables par rapport au 1^{er} semestre 2008

LVMH

Les ventes de **LVMH** s'élèvent à 7,8 milliards d'euros, en légère progression par rapport à la même période de 2008 malgré la crise économique et une base de comparaison élevée. Le résultat opérationnel courant s'élève à 1 363 millions.

Le premier semestre 2009 a été marqué par :

- Un accroissement des parts de marché de l'ensemble de nos marques avec en particulier, une croissance à deux chiffres des ventes de Louis Vuitton, dont la rentabilité continue de se situer à un niveau exceptionnel ;
- Un potentiel élevé confirmé dans les pays émergents qui représentent 30 % des ventes de LVMH ;
- Un fort mouvement de déstockage chez les distributeurs dans les activités Vins et Spiriteux et Montres et Joaillerie ;
- Une résistance remarquable de Parfums Christian Dior et de Guerlain, qui gagnent des parts de marché ;
- Une progression de Sephora sur tous ses marchés.

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
• Ventes	7 811 *	7 799
• Résultat opérationnel courant	1 363	1 541

* + 0,2 % à taux courants, - 7 % à taux de change et périmètre comparables par rapport au 1^{er} semestre 2008

Christian Dior Couture

Les ventes du premier semestre 2009 de **Christian Dior Couture** s'élèvent à 340 millions d'euros, en retrait par rapport au premier semestre 2008, principalement en raison de l'évolution de l'activité aux Etats-Unis et au Japon, dont les marchés restent marqués par la crise économique. Les ventes ont bien résisté en Europe (et en particulier au Royaume-Uni) et ont fortement progressé en Chine. La Société a maintenu ses efforts au plan opérationnel tout en poursuivant une stratégie de développement très ciblée.

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
• Ventes	340 *	366
• Résultat opérationnel courant	0	7

* - 7 % à taux courants, - 11 % à taux constants par rapport au 1^{er} semestre 2008

Perspectives 2009

Dans le contexte actuel de crise économique, le **groupe Christian Dior** poursuivra ses gains de part de marché grâce aux nombreux lancements de produits prévus d'ici la fin de l'année, à son expansion géographique dans des marchés porteurs, et à sa rigueur de gestion.

Notre politique exigeante de qualité pour toutes nos réalisations, le dynamisme et la créativité incomparable de nos équipes nous permettront de renforcer encore en 2009 le leadership du Groupe sur le marché mondial du luxe.

Le Conseil d'Administration de Christian Dior a décidé la mise en paiement, le 2 décembre 2009, d'un acompte sur dividende de 0,44 euro par action.

* * *

Annexe : répartition des ventes par groupe d'activités et par trimestre

L'information réglementée liée à ce communiqué est disponible sur le site web www.dior-finance.com. L'information sur la situation financière et les comptes présentés dans ce communiqué sont des données arrêtées par le Conseil d'Administration, pour lesquelles les diligences de commissariat aux comptes (examen limité) ont été accomplies.

Christian Dior

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 363 454 096 EUROIS - 582 110 987 R.C.S PARIS

30 AVENUE MONTAIGNE
PARIS
75008

TEL. 01 44 13 22 22

Paris, 31 July 2009

PRESS RELEASE

Good resilience at Christian Dior Group in the first half of 2009

The **Christian Dior Group** recorded revenue of €8,137 million in the first half of 2009, almost stable compared to the first half of 2008, despite the economic crisis and a high comparable.

Profit from recurring operations stood at €1,358 million. The brands distributed by third parties suffered a massive destocking impact by these distributors, but the brands, that control their distribution, were much more resilient to the effects of the crisis. Louis Vuitton had a remarkable first half of the year.

(in Euro millions)	First half 2009	First half 2008
• Revenue	8,137 *	8,152
• Profit from recurring operations	1,358	1,542
• Net profit	709	974
<i>of which Group share</i>	252	352

* -0.2% at current exchange rates and -7% at constant exchange rates and structure compared to the first half of 2008

LVMH

LVMH revenues stood at €7.8 billion, reflecting a slight increase over the same period in 2008, despite the economic crisis and a high comparable. Profit from recurring operations came to €1,363 million.

Highlights of the first half of 2009 include:

- Market share gains of all our brands notably with double-digit revenue growth at Louis Vuitton, the profitability of which continues to be at an exceptional level ;
- Confirmed strong potential of emerging markets, which represent 30% of LVMH revenue ;
- Considerable destocking by distributors in the Wines & Spirits and Watches & Jewelry business groups ;
- Exceptional resilience of Parfums Christian Dior and Guerlain, which are gaining market shares ;
- Growth at Sephora in all of its markets.

(in Euro millions)	First half 2009	First half 2008
• Revenue	7,811 *	7,799
• Profit from recurring operations	1,363	1,541

* -0.2% at current exchange rates and -7% at constant exchange rates and structure compared to the first half of 2008

Christian Dior Couture

Christian Dior Couture's half year revenues stood at €340 million, showing a decrease compared to the first half of 2008 principally due to the slowdown in business activity in the United States and in Japan, the markets of which are still feeling the effects of the economic crisis. Revenues in Europe were resilient (particularly in the United Kingdom) and showed strong growth in China. The Company continued its efforts at the operational level and maintained its focused growth strategy.

(in Euro millions)	First half 2009	First half 2008
• Revenue	340 *	366
• Profit from recurring operations	0	7

* -7% at current exchange rates and -11% at constant exchange rates compared to the first half of 2008

2009 Outlook

In the current economic crisis, the **Christian Dior Group** will continue to gain market share thanks to the numerous product launches planned before the end of the year, to its geographic expansion in promising markets and to its cost management.

Our strategy of focusing on quality across our entire product range, combined with the dynamism and unparalleled creativity of our teams, will enable us to reinforce, once again in 2009, the global leadership position of the Group in luxury products.

The Board of Directors of Christian Dior decided the payment on December 2, 2009 of an interim dividend of 0.44 euro per share.

Appendix : Revenue by business group and by quarter

The regulated information related to this press release is available on the website www.dior-finance.com.

The information on the financial position and the accounting information in the tables presented in this press release has been approved by the Board of Directors and reviewed by the statutory auditors (limited review).

ANNEXE

Christian Dior - Répartition des ventes par groupe d'activités et par trimestre

Premier semestre 2009

(en millions d'euros)	Christian Dior Couture	Vin et Spiritueux	Mode et Maroquinerie	Parfums et Cosmétiques	Montres et Joaillerie	Distribution sélective	Autres activités et éliminations	Total
Premier trimestre	169	340	1 396	863	154	1 083	(27)	4 182
Deuxième trimestre	171	339	1 390	823	192	1 042	(1)	3 955
Total des ventes	340	1 079	2 988	1 285	346	2 127	(28)	8 137

Premier semestre 2008

(en millions d'euros)	Christian Dior Couture	Vin et Spiritueux	Mode et Maroquinerie	Parfums et Cosmétiques	Montres et Joaillerie	Distribution sélective	Autres activités et éliminations	Total
Premier trimestre	184	640	1 445	717	211	1 011	(28)	4 180
Deuxième trimestre	182	652	1 333	643	206	979	(15)	3 972
Total des ventes	366	1 292	2 788	1 362	417	1 990	(43)	8 152

Communiqué de presse en date du 13 août 2009



COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Le 13 Août 2009
Communiqué

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, leader mondial des produits de luxe, annonce avoir acquis 50 % de la Société Civile du Cheval Blanc qui produit et commercialise le Château Cheval Blanc, premier Grand Cru classé du vignoble de Saint-Émilion. LVMH a aussi acquis 50 % de la SAS Le Tour du Pin, propriétaire du domaine Château Quinceat l'Enclos, Grand Cru classé de Saint-Émilion. Ces deux transactions, réalisées auprès d'une filiale de Groupe Arnault, viennent compléter le portefeuille de vins de prestige du groupe LVMH.

APPENDIX

Christian Dior - Revenue by business group and by quarter

First half 2009

(Euro millions)	Christian Dior Couture	Wine & Spirits	Fashion & Leather Goods	Perfumes & Cosmetics	Watches & Jewelry	Selective Distribution	Other activities & eliminations	Total
First quarter	169	340	1,396	863	154	1,083	(27)	4,182
Second quarter	171	339	1,390	823	192	1,042	(1)	3,955
Total revenue	340	1,079	2,988	1,285	346	2,127	(28)	8,137

First half 2008

(Euro millions)	Christian Dior Couture	Wine & Spirits	Fashion & Leather Goods	Perfumes & Cosmetics	Watches & Jewelry	Selective Distribution	Other activities & eliminations	Total
First quarter	184	640	1,445	717	211	1,011	(28)	4,180
Second quarter	182	652	1,333	643	206	979	(15)	3,972
Total revenue	366	1,292	2,788	1,362	417	1,990	(43)	8,152

Press Release dated 13 August 2009



PRESS RELEASES

August 13th, 2009
Press release

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, the world's leading luxury products group, announces the acquisition of 50% of the private company Cheval Blanc which produces and commercializes Château Cheval Blanc, a premier Grand Cru classé of Saint-Émilion. LVMH also acquired 50% of the company Le Tour du Pin, owner of the Château Quinceat l'Enclos estate, a Grand Cru classé of Saint-Émilion. These two transactions, carried out with a Groupe Arnault subsidiary, will complement LVMH portfolio of super-premium wines.

FISCALITE

Le texte qui suit est un résumé limité à certaines considérations fiscales en France et au Luxembourg relatives aux Obligations et est ici inclus à une seule fin informative. Il contient certaines informations spécifiques à l'imposition à la source des revenus tirés des valeurs mobilières. Ce résumé est fondé sur les lois en vigueur en France et dans le Grand-Duché de Luxembourg à la date du présent Prospectus et sont soumises à tout changement de loi. Il ne vise pas à décrire exhaustivement les éléments fiscaux à considérer pour se décider à acquérir, posséder ou céder des Obligations. Les investisseurs ou bénéficiaires des Obligations sont invités à consulter leur conseil fiscal sur les conséquences fiscales de toute acquisition, possession ou cession de Obligations.

Directive de l'Union Européenne sur l'imposition des revenus de l'épargne

En vertu de la directive (2003/48/CE) adoptée par le Conseil de l'Union Européenne (la "**Directive**"), il est exigé de chaque Etat Membre qu'à compter du 1^{er} juillet 2005 il fournisse aux autorités fiscales d'un autre Etat Membre des informations détaillées sur tout paiement d'intérêts ou revenus similaires effectué par une personne relevant de sa juridiction à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un bénéficiaire, personne physique, résident de cet autre Etat membre. Cependant, durant une période de transition, l'Autriche, la Belgique et le Luxembourg peuvent appliquer un système de retenue à la source pour de tels paiements, en déduisant un impôt dont le taux augmentera dans le temps jusqu'à 35%. La période transitoire doit s'achever à la fin de la première année fiscale suivant l'accord de certains pays non européens pour échanger des informations sur ces paiements.

En outre, à compter du 1^{er} juillet 2005, des pays non européens, ainsi que certains territoires dépendants de, ou associés à, certains Etats Membres, ont accepté d'adopter des mesures similaires (soit la fourniture d'information, soit une retenue à la source provisoire) quant aux paiements effectués par une personne relevant de sa juridiction à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un bénéficiaire, personne physique, résident d'un Etat membre. En outre, les Etats Membres ont conclu des accords réciproques de fourniture d'informations ou de retenue à la source transitoire avec certains de ces territoires dépendants ou associés quant aux paiements effectués par une personne dans un Etat Membre à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un bénéficiaire, personne physique, résident de l'un des ces territoires.

Le 13 novembre 2008, la Commission Européenne a publié un projet détaillé d'amendements de la Directive, incluant un nombre de changements suggérés. Le Parlement Européen a approuvé une version amendée de ce projet le 24 avril 2009. Si l'un de ces changements proposés relativement à la Directive est adopté, l'ampleur des exigences susmentionnées pourrait être modifiée ou élargie.

TAXATION

The following is a summary limited to certain tax considerations in France and in Luxembourg relating to the Notes and is included herein solely for information purposes. It specifically contains information on taxes on the income from the securities withheld at source. This summary is based on the laws in force in France and in the Grand Duchy of Luxembourg as of the date of this Prospectus and is subject to any changes in law. It does not purport to be a comprehensive description of all the tax considerations which may be relevant to a decision to purchase, own or dispose of the Notes. Each prospective holder or beneficial owner of Notes should consult its tax advisor as to the tax consequences of any investment in or ownership and disposition of the Notes.

EU savings directive

Under EC Council Directive 2003/48/EC on the taxation of savings income (the "**Directive**"), each Member State is required, from 1 July 2005, to provide to the tax authorities of another Member State details of payments of interest or other similar income paid by a person within its jurisdiction to, or collected by such a person for, an individual resident in that other Member State; however, for a transitional period, Austria, Belgium and Luxembourg may instead apply a withholding system in relation to such payments, deducting tax at rates rising over time to 35%. The transitional period is to terminate at the end of the first full fiscal year following agreement by certain non-EU countries to the exchange of information relating to such payments.

Also with effect from 1 July 2005, a number of non-EU countries, and certain dependent or associated territories of certain Member States, have agreed to adopt similar measures (either provision of information or transitional withholding) in relation to payments made by a person within its jurisdiction to, or collected by such a person for, an individual resident in a Member State. In addition, the Member States have entered into reciprocal provision of information or transitional withholding arrangements with certain of those dependent or associated territories in relation to payments made by a person in a Member State to, or collected by such a person for, an individual resident in one of those territories.

On 13 November 2008 the European Commission published a detailed proposal for amendments to the Directive, which included a number of suggested changes. The European Parliament approved an amended version of this proposal on 24 April 2009. If any of those proposed changes are made in relation to the Directive they may amend or broaden the scope of the requirements described above.

Retenue à la source en France

La Directive a été transposée en droit français par l'article 242 *ter* du Code général des impôts et les articles 49 I *ter* à 49 I *sexies* de l'Annexe III au Code général des impôts. L'article 242 *ter* du Code général des impôts impose aux agents payeurs situés en France de communiquer aux autorités fiscales françaises certaines informations relatives aux intérêts payés à des bénéficiaires effectifs domiciliés dans un autre Etat membre, et notamment, entre autres, l'identité et l'adresse du bénéficiaire de tels intérêts et une liste détaillée des différentes catégories d'intérêts payés à ces bénéficiaires.

Les Obligations, qui constituent des obligations au titre du droit français, sont réputées émises hors de France pour les besoins de l'article 131 *quater* du Code général des impôts tel qu'interprété par l'administration fiscale française dans son instruction n°5 I-11-98 en date du 30 septembre 1998 et ses rescrits n°2007/59 (FP) du 8 janvier 2008 et n°2009/23 (FP) du 7 avril 2009. En conséquence, les paiements d'intérêts et autres revenus versés par l'Emetteur au titre des Obligations bénéficient de l'exonération de toute retenue à la source prévue par l'article 125 A III du Code général des impôts. En conséquence, les paiements effectués au titre des Obligations ne donnent droit à aucun crédit d'impôt de source française.

Retenue à la source au Luxembourg

Non-résidents luxembourgeois

En vertu de la loi fiscale luxembourgeoise actuellement en vigueur et sous réserve de l'application des lois luxembourgeoises en date du 21 juin 2005 (les "**Lois**") qui transposent la Directive et plusieurs accords conclus entre le Luxembourg et certain territoires dépendants de l'Union Européenne, aucune retenue à la source n'est susceptible de s'appliquer aux intérêts (y compris les intérêts courus mais non payés) versés aux Porteurs non résident au Luxembourg dans le cadre et aux conditions fixées par les Obligations.

Conformément à la Directive et aux lois applicables, un agent payeur situé au Luxembourg (au sens de la Directive) doit, depuis le 1^{er} juillet 2005, retenir à la source sur les intérêts et autres revenus similaires qu'il verse à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un résident, personne physique, d'un autre Etat Membre, à moins que le bénéficiaire de ces versements d'intérêts ne fasse le choix d'un échange d'information.

Le taux de retenue à la source était initialement de 15% jusqu'au 30 juin 2008, augmentant de façon régulière jusqu'à 20% à compter du 1^{er} juillet 2008 et jusqu'à 35% à compter du 1^{er} juillet 2011. Le système de retenue à la source sera uniquement applicable pendant une période de transition dont la fin dépend de la conclusion de certains accords sur l'échange d'information avec certains pays.

French withholding tax

The Directive was implemented in French law by Article 242 *ter* of the French *Code général des impôts* and Articles 49 I *ter* to 49 I *sexies* of the Schedule III to French *Code général des impôts*. Article 242 *ter* of the French *Code général des impôts* imposes on paying agents based in France an obligation to report to the French tax authorities certain information with respect to interest payments made to beneficial owners domiciled in another Member State, including, among other things, the identity and address of the beneficial owner and a detailed list of the different categories of interest paid to that beneficial owner.

The Notes, which constitute *obligations* under French law, are deemed to be issued outside France for the purpose of Article 131 *quater* of the French *Code général des impôts* as construed by the French tax administration's circular no. 5 I-11-98 dated 30 September 1998 and rulings (*rescrits*) no. 2007/59 (FP) dated 8 January 2008 and no. 2009/23 (FP) dated 7 April 2009. Consequently, payments of interest and other revenues made by the Issuer with respect to the Notes benefit from the exemption from the withholding tax set out under Article 125 A III of the French *Code général des impôts*. Accordingly, such payments do not give the right to any tax credit from any French source.

Luxembourg withholding tax

Luxembourg non residents

Under Luxembourg tax law currently in effect and subject to the application of the Luxembourg laws dated 21 June 2005 (the "**Laws**") implementing the Directive and several agreements concluded between Luxembourg and certain dependent territories of the European Union, no withholding tax will apply upon the payment of interests (including accrued but unpaid interest) made to Luxembourg non-resident Noteholders in the scope and under the terms and conditions of the Notes.

Under the Directive and the applicable laws, a Luxembourg based paying agent (within the meaning of the Directive) is required since 1 July 2005 to withhold tax on interest and other similar income paid by it to (or under certain circumstances, to the benefit of) an individual resident in another Member State, unless the beneficiary of the interest payments elects for an exchange of information.

The withholding tax rate was initially of 15% until 30 June 2008, increasing steadily to 20% from 1 July 2008 and to 35% as from 1 July 2011. The withholding tax system will only apply during a transitional period, the ending of which depends on the conclusion of certain agreements relating to information exchange with certain other countries.

Résidents luxembourgeois

Une retenue à la source de 10% a été introduite, à compter du 1er janvier 2006, sur les paiements d'intérêts effectués par l'Émetteur versés par les agents payeurs du Luxembourg (tels que définis dans la Directive) aux résidents, personnes physiques, du Luxembourg. Seuls les intérêts courus à compter du 1er juillet 2005 sont soumis à cette retenue à la source. Tout revenu (autres que les intérêts) de fonds d'investissement et de compte courant dont le taux d'intérêt est inférieur ou égal à 0,75% par an est exonéré de retenue ou prélèvement à la source. En outre, les intérêts courus une fois par an sur les comptes d'épargne (à court et long terme) et dont le montant n'excède pas 250 € par personne et par agent payeur sont exonérés de retenue ou prélèvement à la source.

Luxembourg residents

A 10% withholding tax has been introduced, as from 1 January 2006, on interest payments made by Luxembourg paying agents (defined in the same way as in the Directive) to Luxembourg individual residents. Only interest accrued after 1 July 2005 falls within the scope of this withholding tax. Income (other than interest) from investment funds and from current accounts provided that the interest rate is not higher than 0.75% are exempt from the withholding tax. Furthermore, interest which is accrued once a year on savings accounts (short and long term) and which does not exceed €250 per person and per paying agent is exempted from the withholding tax.

SOUSCRIPTION ET VENTE

En vertu d'un contrat de placement (le "**Contrat de Placement**") en date du 21 septembre 2009, BNP Paribas, Natixis et Société Générale (ensemble, les "**Co-Chefs de File**") se sont engagés vis-à-vis de l'Emetteur, sous réserve de la réalisation de certaines conditions, à faire souscrire et faire régler les Obligations à un prix d'émission égal à 99,290 % du montant nominal total des Obligations. Le Contrat de Placement autorise, dans certaines circonstances, les Co-Chefs de File à résilier le Contrat de Placement.

Restrictions générales

Aucune mesure n'a été ou ne sera prise dans un quelconque pays ou territoire par l'Emetteur ou par l'un des Co-Chefs de File (à leur meilleure connaissance) qui permettrait une offre au public des Obligations, ou la détention ou distribution du présent Prospectus ou de tout autre document promotionnel relatif aux Obligations, dans un pays ou territoire où des mesures sont nécessaires à cet effet. En conséquence, les Obligations ne doivent pas être offertes ou vendues, directement ou indirectement, et ni le présent Prospectus, ni aucun autre document, publicité, ou autre document promotionnel relatif aux Obligations, ne doit être distribué dans ou à partir de, ou publié dans, tout pays ou toute juridiction excepté en conformité avec toute loi et réglementation applicables.

Espace Economique Européen

Concernant chaque Etat Membre de l'EEE qui a transposé la Directive Prospectus (un "**Etat Membre Concerné**"), chaque Co-Chef de File a déclaré et garanti que, à compter de la date à laquelle la Directive Prospectus est transposée dans l'Etat Membre Concerné (la "**Date de Transposition Concernée**"), il n'a pas effectué et n'effectuera pas d'offre au public des Obligations faisant l'objet du présent Prospectus dans l'Etat Membre Concerné, sous réserve qu'à compter de la Date de Transposition Concernée, il pourra effectuer une offre au public des Obligations dans l'Etat Membre Concerné :

- (a) à tout moment à des personnes morales agréées ou réglementées en tant qu'opérateurs sur les marchés financiers ainsi que les entités non ainsi agréées ou réglementées mais dont l'objet social exclusif est le placement en valeurs mobilières ;
- (b) à tout moment à des sociétés qui, d'après leurs derniers comptes annuels ou consolidés publiés, présentent au moins deux des trois caractéristiques suivantes : un nombre moyen de salariés supérieur à 250 personnes sur l'ensemble de l'exercice, un total du bilan dépassant 43.000.000 d'euros et un chiffre d'affaires net annuel dépassant 50.000.000 d'euros ;
- (c) à tout moment à moins de 100 personnes

SUBSCRIPTION AND SALE

Pursuant to a dealer agreement (the "**Dealer Agreement**") dated 21 September 2009, BNP Paribas, Natixis and Société Générale (together, the "**Joint Lead Managers**") are liable *vis à vis* the Issuer, subject to the satisfaction of certain conditions, to procure the subscription and the payment for the Notes at an issue price equal to 99.290 per cent. of the aggregate principal amount of the Notes. The Dealer Agreement entitles, in certain circumstances, the Joint Lead Managers to terminate the Dealer Agreement.

General restrictions

No action has been or will be taken by the Issuer or any of the Joint Lead Managers (to their best knowledge) in any country or jurisdiction that would permit a public offering of the Notes, or the possession or distribution of this Prospectus or any other offering material relating to the Notes, in any country or jurisdiction where action for that purpose is required. Accordingly, the Notes may not be offered or sold, directly or indirectly, and neither this Prospectus nor any circular, form of application, advertisement or other offering material relating to the Notes may be distributed in or from, or published in, any country or jurisdiction except under circumstances that will result in compliance with any applicable laws and regulations.

European Economic Area

In relation to each Member State of the European Economic Area which has implemented the Prospectus Directive (each, a "**Relevant Member State**"), each Joint Lead Manager has represented and agreed that with effect from and including the date on which the Prospectus Directive is implemented in that Relevant Member State (the "**Relevant Implementation Date**") it has not made and will not make an offer of Notes which are the subject of the offering contemplated by this Prospectus to the public in that Relevant Member State except that it may, with effect from and including the Relevant Implementation Date, make an offer of such Notes to the public in that Relevant Member State:

- (a) at any time to legal entities which are authorised or regulated to operate in the financial markets or, if not so authorised or regulated, whose corporate purpose is solely to invest in securities;
- (b) at any time to any legal entity which has, according to its last annual or consolidated published accounts, two or more of (1) an average of at least 250 employees during the last financial year; (2) a total balance sheet of more than €43,000,000; and (3) an annual net turnover of more than €50,000,000, as shown in its last annual or consolidated accounts;
- (c) at any time to fewer than 100 natural or legal

physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus), sous réserve du consentement préalable des Co-Chefs de File ;
ou

- (d) à tout moment dans des circonstances entrant dans le champ d'application de l'article 3(2) de la Directive Prospectus,

à condition qu'aucune des offres mentionnées aux paragraphes (a) à (d) ci-dessus ne requièrent la publication par l'Emetteur ou l'un des Co-Chefs de File d'un prospectus conformément aux dispositions de l'article 3 de la Directive Prospectus ou d'un supplément au prospectus conformément aux dispositions de l'article 16 de la Directive Prospectus.

Pour les besoins de cette disposition, (a) l'expression "**offre d'Obligations au public**" relative à toutes Obligations dans tout Etat Membre Concerné signifie la communication sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit d'informations suffisantes sur les conditions de l'offre et sur les obligations à offrir, de manière à mettre un investisseur en mesure de décider d'acheter ou de souscrire ces Obligations, telle qu'éventuellement modifiée par l'Etat Membre Concerné par toute mesure de transposition de la Directive Prospectus et (b) l'expression "**Directive Prospectus**" signifie la Directive 2003/71/CE et inclut toute mesure de transposition dans chaque Etat Membre Concerné.

France

Chaque Co-Chef de File a déclaré et reconnu qu'il n'a pas offert ou vendu ni n'offrira ou ne vendra d'Obligations, directement ou indirectement, au public en France, et qu'il n'a pas distribué ou fait distribuer ni ne distribuera ou ne fera distribuer au public en France le présent Prospectus ou tout autre document d'offre relatif aux Obligations et qu'une telle offre, vente ou distribution n'a été et ne sera faite en France qu' (a) aux personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers et/ou (b) aux investisseurs qualifiés et/ou (c) à un cercle restreint d'investisseurs, le tout tel que défini, et conformément, aux articles L.411-1, L.411-2 et D.411-1 à D.411-4 du Code monétaire et financier.

Etats-Unis d'Amérique

Les Obligations n'ont pas fait ni ne feront l'objet d'un enregistrement en vertu de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières de 1933 telle que modifiée (la "**Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières**"). Les Obligations ne pourront être offertes ou vendues, directement ou indirectement, sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique ou à, ou pour le compte de, ressortissants américains (*U.S. Persons* tel que définies dans Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières) qu'en conformité avec les lois et règlements américains applicables aux valeurs mobilières.

persons (other than qualified investors as defined in the Prospectus Directive) subject to obtaining the prior consent of the Joint Lead Managers; or

- (d) at any time in any other circumstances falling within Article 3(2) of the Prospectus Directive,

provided that no such offer of Notes referred to in (a) to (d) above shall require the Issuer or any of the Joint Lead Managers to publish a prospectus pursuant to Article 3 of the Prospectus Directive or supplement a prospectus pursuant to Article 16 of the Prospectus Directive.

For the purposes of this provision, the expression an "**offer of Notes to the public**" in relation to any Notes in any Relevant Member State means the communication in any form and by any means of sufficient information on the terms of the offer and the Notes to be offered so as to enable an investor to decide to purchase or subscribe the Notes, as the same may be varied in that Member State by any measure implementing the Prospectus Directive in that Member State and the expression "**Prospectus Directive**" means Directive 2003/71/EC and includes any relevant implementing measure in each Relevant Member State.

France

Each Joint Lead Manager has represented and agreed that it has not offered or sold and will not offer or sell, directly or indirectly, any Notes to the public in France and it has not distributed or caused to be distributed and will not distribute or cause to be distributed to the public in France the Prospectus or any other offering material relating to the Notes and such offers, sales and distributions have been and will be made in France only to (a) providers of investment services relating to portfolio management for the account of third parties (*personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers*), and/or (b) qualified investors (*investisseurs qualifiés*) and/or (c) a restricted circle of investors (*cercle restreint d'investisseurs*), all as defined in, and in accordance with, Articles L.411-1, L.411-2 and D.411-1 to D.411-4 of the French *Code monétaire et financier*.

United States of America

The Notes have not been and will not be registered under the U.S. Securities Act of 1933 as amended (the "**Securities Act**"). The Notes may not be offered, sold or delivered, directly or indirectly, within the United States or to or for the account or benefit of U.S. Persons (as defined in Regulation S under the Securities Act) otherwise than in accordance with applicable U.S. Securities laws and regulations.

En outre, dans les quarante (40) jours suivant le début du placement, une offre ou une vente des Obligations aux Etats-Unis par un agent placeur, s'il ne participe pas au placement, peut constituer une violation des obligations d'enregistrement au titre de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières.

Royaume Uni

Chaque Co-Chef de File a déclaré et garanti que :

- (a) il n'a distribué, ou n'a fait distribuer, et ne distribuera, ou ne fera distribuer, une quelconque incitation ou invitation à entreprendre des services d'investissement (au sens de la section 21 du "Financial Services and Markets Act 2000" ("**FSMA**")) reçue par lui et relative à l'émission ou à la vente des Obligations que dans des circonstances où la section 21(1) du FSMA ne s'applique pas à l'Emetteur ; et
- (b) il a respecté, et respectera, toutes les dispositions du FSMA applicables à tout acte en rapport avec les Obligations et effectué par lui au Royaume-Uni, ou à partir du Royaume-Uni ou dans toute autre circonstance impliquant le Royaume-Uni.

Italie

Le présent Prospectus n'a été, ni ne sera publié en République d'Italie en rapport avec l'offre des Obligations. L'offre des Obligations n'a pas été enregistrée auprès de la *Commissione Nazionale per le Società e la Borsa* ("**Consob**") en République d'Italie conformément au Décret Législatif n°58 du 24 février 1998 tel qu'amendé (la "**Loi sur les Services Financiers**") et au Règlement Consob n°11971 du 14 mai 1999 telle qu'amendée (le "**Règlement sur les Emetteurs**") et, en conséquence, les Obligations ne peuvent être, et ne seront pas, offertes, vendues ou remises, directement ou indirectement, en République d'Italie dans le cadre d'une offre au public, et aucun exemplaire du présent Prospectus ni d'aucun autre document relatif aux Obligations ne peut être, et ne sera, distribué en République d'Italie, sauf (a) à des investisseurs professionnels (*investitori qualificati*), tels que définis à l'article 34-ter, paragraphe 1(b) du Règlement sur les Emetteurs, ou (b) dans toute autre circonstance bénéficiant d'une exemption aux règles applicables aux offres au public conformément aux conditions indiquées à l'article 100 de la Loi sur les Services Financiers et à ses règlements d'application, y compris l'article 34-ter, premier paragraphe, du Règlement sur les Emetteurs.

Toute offre, vente ou remise d'Obligations et toute distribution du présent Prospectus ou de tout autre document relatif aux Obligations en République d'Italie conformément aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus doit et devra être effectuée en conformité avec les lois italiennes en vigueur, notamment celles relatives aux valeurs mobilières, à la fiscalité et aux échanges et à toute autre

In addition, until forty (40) days after the commencement of the offering, an offer or sale of the Notes within the United States by a dealer that is not participating in the offering may violate the registration requirements of the Securities Act.

United Kingdom

Each Joint Lead Manager has represented and agreed that:

- (a) it has only communicated or caused to be communicated and will only communicate or cause to be communicated an invitation or inducement to engage in investment activity (within the meaning of Section 21 of the Financial Services and Markets Act 2000 (the "**FSMA**")) received by it in connection with the issue or sale of the Notes in circumstances in which Section 21(1) of the FSMA does not apply to the Issuer; and
- (b) it has complied and will comply with all applicable provisions of the FSMA with respect to anything done by it in relation to the Notes in, from or otherwise involving, the United Kingdom.

Italy

This Prospectus has been, nor will be, published in the Republic of Italy in connection with the offering of the Notes and such offering of the Notes has not been registered with the *Commissione Nazionale per le Società e la Borsa* ("**Consob**") in the Republic of Italy pursuant to Legislative Decree no. 58 of 24 February 1998 as amended (the "**Financial Services Act**") and to Consob Regulation no. 11971 of 14 May 1999, as amended (the "**Issuers Regulation**") and, accordingly, no Notes may be offered, sold or delivered, and will not be offered, sold or delivered, directly or indirectly, in the Republic of Italy in an offer to the public, nor may, or will, copies of this Prospectus or any other document relating to the Notes be distributed in the Republic of Italy, except (a) to qualified investors (*investitori qualificati*), as defined in Article 34-ter, paragraph 1(b) of the Issuers Regulation; or (b) in other circumstances which are exempted from the rules on offers to the public pursuant to, and in compliance with, the conditions set out in Article 100 of the Financial Services Act and its implementing regulations, including Article 34-ter, first paragraph, of the Issuers Regulation.

Any offer, sale or delivery of the Notes or distribution of copies of this Prospectus or any other document relating to the Notes in the Republic of Italy under (a) or (b) above must, and will, be effected in accordance with all relevant Italian securities, tax and exchange control and other applicable laws and regulations and, in particular, will be made:

loi et réglementation applicable et en particulier :

- (a) doit et devra être réalisée par une entreprise d'investissement, une banque ou un intermédiaire financier habilité à exercer cette activité en République d'Italie conformément à la Loi sur les Services Financiers, au Règlement Consob n°16190 du 29 octobre 2007 (tel qu'amendé) et au Décret Législatif n°385 du 1er septembre 1993 tel que modifié ; et
 - (b) doit et devra être effectuée conformément à toutes les lois et règlements ou exigences et limites imposées par la Consob, la Banque d'Italie et/ou toute autre autorité italienne.
- (a) by an investment firm, bank or financial intermediary permitted to conduct such activities in the Republic of Italy in accordance with the Financial Services Act, Consob Regulation No. 16190 of 29 October 2007 (as amended from time to time) and Legislative Decree No. 385 of 1 September 1993, as amended; and
 - (b) in compliance with any other applicable laws and regulations or requirement and limitation which may be, from time to time, imposed by Consob, the Bank of Italy and/or any other Italian authority.

Les investisseurs qui souscrivent des Obligations au cours d'une offre sont seuls responsables pour s'assurer que l'offre ou la revente des Obligations souscrits dans le cadre de cette offre est réalisée conformément aux lois et réglementations italiennes applicables. Aucune personne résidant ou située en République d'Italie, qui ne serait pas destinataire original du présent Prospectus, ne saurait se fonder sur le présent Prospectus ou sur son contenu.

Any investor purchasing the Notes in the offering is solely responsible for ensuring that any offer or resale of the Notes it purchased in the offering occurs in compliance with applicable Italian laws and regulations. No person resident or located in the Republic of Italy other than the original addressees of this Prospectus may rely on this Prospectus or its content.

INFORMATIONS GENERALES

1. Les Obligations ont été admises aux opérations des systèmes de compensation de Clearstream, Luxembourg (42 avenue JF Kennedy, 1855 Luxembourg, Luxembourg), d'Euroclear (boulevard du Roi Albert II, 1210 Bruxelles, Belgique) et d'Euroclear France (115 rue Réaumur, 75081 Paris cedex 02, France) sous le code commun 045356744. Le code ISIN des Obligations est FR0010805309.
2. L'émission des Obligations par l'Emetteur a été autorisée par une délibération du Conseil d'administration de l'Emetteur du 5 février 2009 et une décision de Denis Dalibot, administrateur de l'Emetteur en date du 15 septembre 2009.
3. L'Emetteur a obtenu tous les accords, approbations et autorisations nécessaires en France dans le cadre de l'émission et l'exécution des Obligations.
4. Les Obligations ont fait l'objet d'une demande auprès de la Bourse du Luxembourg pour être cotées à la Cote Officielle et admises aux négociations sur le marché réglementé (au sens de la directive CE/2004/39 telle qu'amendée) de la Bourse du Luxembourg.
5. Les commissaires aux comptes de l'Emetteur pour la période couverte par les informations financières historiques sont Ernst & Young et Autres (41 rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex) et Mazars (Tour Exaltis, 61 rue Henri-Régnault, 92400 Courbevoie). Ils ont audité les comptes annuels de l'Emetteur et rendus un rapport d'audit pour chacun des exercices financiers de l'Emetteur clos le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008. Ils ont procédé à un examen limité des comptes semestriels de l'Emetteur et rendu un rapport de revue limitée pour le semestre clos le 30 juin 2009. Ernst & Young et Mazars appartiennent à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.
6. Le total des frais relatifs à l'admission aux négociations des Obligations est estimé à 4.350 euros.
7. Le rendement des Obligations est de 3,909 % par an, tel que calculé à la Date d'Emission sur la base du prix d'émission des Obligations.
8. A l'exception des commissions payables aux Co-Chefs de File, à la connaissance de l'Emetteur, aucune personne impliquée dans l'offre des Obligations n'a un intérêt significatif dans l'émission.
9. Il n'y a pas eu de changement significatif dans la situation financière ou commerciale de l'Emetteur depuis le 30 juin 2009.
10. Il ne s'est produit aucun changement défavorable significatif dans les perspectives de l'Emetteur

GENERAL INFORMATION

1. The Notes have been accepted for clearance through Clearstream, Luxembourg (42 avenue JF Kennedy, 1855 Luxembourg, Luxembourg), Euroclear (boulevard du Roi Albert II, 1210 Bruxelles, Belgium) and Euroclear France (115 rue Réaumur, 75081 Paris cedex 02, France) with the common code 045356744. The ISIN code number for the Notes is FR0010805309.
2. The issue of the Notes has been authorised pursuant to a resolution of the Board of Directors of the Issuer dated 5 February 2009 and a decision of Denis Dalibot, member of the Board of Directors of the Issuer, dated 15 September 2009.
3. The Issuer has obtained all necessary consents, approvals and authorisations in France in connection with the issue and performance of the Notes.
4. Application has been made to the Luxembourg Stock Exchange for the Notes to be listed on the Official List and admitted to trading on the regulated market (within the meaning of directive 2004/39/EC as amended) of the Luxembourg Stock Exchange.
5. The statutory auditors of the Issuer for the period covered by the historical financial information are Ernst & Young et Autres (41 rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex) and Mazars (Tour Exaltis, 61 rue Henri-Régnault, 92400 Courbevoie). They have audited and rendered audit reports on the financial statements of the Issuer for each of the financial years ended 31 December 2007 and 2008. They have performed a limited review and rendered a limited review report on the semi-annual financial statements of the Issuer for the period ended 30 June 2009. Ernst & Young Audit and Mazars belong to the Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.
6. The total expenses related to the admission to trading of the Notes are estimated to EUR 4,350.
7. The yield of the Notes is 3.909 per cent. *per annum*, as calculated at the Issue Date on the basis of the issue price of the Notes.
8. Save for any fees payable to the Joint Lead Managers, as far as the Issuer is aware, no person involved in the offer of the Notes has an interest material to the issue.
9. There has been no significant change in the financial or trading position of the Issuer since 30 June 2009.
10. There has been no material adverse change in the prospects of the Issuer since 31 December 2008.

depuis le 31 décembre 2008.

- 11.** L'Emetteur n'a pas conclu de contrat important autre que les contrats conclus dans le cadre normal de ses affaires, qui contiendrait des stipulations qui mettrait à la charge de l'Emetteur une obligation ou un engagement important au regard de la faculté de l'Emetteur à accomplir ses obligations à l'égard des porteurs d'Obligations au titre des Obligations émises.
- 12.** Sauf pour ce qui est indiqué dans le présent Prospectus (y compris les documents qui y sont incorporés par référence), durant une période couvrant au moins les douze (12) derniers mois, il n'y a eu aucune instance gouvernementale, judiciaire, ou arbitrale (y compris toute procédure dont l'Emetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) qui pourrait avoir ou a eu dans un passé récent des effets significatifs sur la position financière ou la rentabilité de l'Emetteur.
- 13.** A la connaissance de l'Emetteur, il n'y a pas de conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs, à l'égard de l'Emetteur, des membres du Conseil d'administration et leurs intérêts privés et/ou autres devoirs.
- 14.** Aussi longtemps que les Obligations seront en circulation, des copies du présent Prospectus, des documents incorporés par référence dans le présent Prospectus, du Contrat de Service Financier et des statuts de l'Emetteur seront disponibles pour consultation et des copies des comptes annuels les plus récents de l'Emetteur pourront être obtenus, sans frais, dans les bureaux des Agents Payeurs aux heures normales d'ouverture des bureaux. Le présent Prospectus et tous les documents incorporés par référence dans le présent Prospectus sont également disponibles sur le site Internet de la bourse de Luxembourg (www.bourse.lu).
- 11.** The Issuer has not entered into contracts outside the ordinary course of the Issuer's business, which could result in the Issuer being under an obligation or entitlement that is material to the Issuer's ability to meet its obligation to holders of Notes in respect of the Notes being issued.
- 12.** Save as disclosed in this Prospectus (including the documents incorporated by reference), during a period covering at least the previous twelve (12) months, there have been no governmental, legal or arbitration proceedings (including any such proceedings which are pending or threatened of which the Issuer is aware) which may have, or have had in the recent past, significant effects on the Issuer's financial position or profitability.
- 13.** To the Issuer's knowledge, there are no potential conflicts of interest between the private interests and/or other duties of members of the Board of Directors of the Issuer and the duties they owe to the Issuer.
- 14.** So long as any of the Notes remain outstanding, copies of this Prospectus, the documents incorporated by reference in this Prospectus, the Fiscal Agency Agreement and the *statuts* (by-laws) of the Issuer will be available for inspection and copies of the most recent annual financial statements of the Issuer will be obtainable, free of charge, at the specified offices for the time being of the Paying Agents during normal business hours. This Prospectus and all the documents incorporated by reference in this Prospectus are also available on the website of the Luxembourg Stock Exchange (www.bourse.lu).

EMETTEUR
ISSUER

CHRISTIAN DIOR
30, avenue Montaigne
75008 Paris
France
+33 1 44 13 22 22

CO-CHEFS DE FILE
JOINT LEAD MANAGERS

BNP PARIBAS
10 Harewood Avenue
London NW1 6AA
Royaume-Uni

NATIXIS
30, avenue Pierre Mendès-France
75013 Paris
France

SOCIETE GENERALE
29, boulevard Haussmann
75009 Paris
France

AGENT FINANCIER, AGENT PAYEUR ET ETABLISSEMENT INTRODUCTEUR A LUXEMBOURG
FISCAL AGENT, PAYING AGENT AND LUXEMBOURG LISTING AGENT

BGL SOCIETE ANONYME
50, avenue John Fitzgerald Kennedy
L-2951 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'EMETTEUR
AUDITORS TO THE ISSUER

MAZARS
Tour Exaltis
61, rue Henri-Régnault
92400 Courbevoie
France

ERNST & YOUNG ET AUTRES
41, rue Ybry
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

CONSEIL JURIDIQUE DE L'EMETTEUR
LEGAL ADVISER TO THE THE ISSUER

CONSEIL JURIDIQUE DES CO-CHEFS DE FILE
LEGAL ADVISER TO THE JOINT LEAD MANAGERS

BREDIN PRAT
130, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris
France

GIDE LOYRETTE NOUEL A.A.R.P.I.
26, cours Albert 1^{er}
75008 Paris
France